

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
- programme communiste -
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

15^e ANNEE - N° 252
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
du 22 oct. au 4 nov. 77

Face à la crise, et contre les errements opportunistes

Notre "perspective"

L'histoire ne pardonne pas les erreurs théoriques : cela se révèle en général dans les grandes catastrophes historiques. Pourtant tel n'est pas le cas pour la prétendue extrême gauche : elle est complètement démontée par la moindre variation de luminosité dans un ciel où devront pourtant éclater de formidables tempêtes suscitées par la crise de la société bourgeoise. C'est ainsi

que la querelle entre le PC et le PS a suffi pour jeter le désarroi dans ses rangs, en particulier ceux de la LCR, ce qui prend une signification d'autant plus grande qu'il s'agit de l'organisation qui a cherché, en dépassant le spontanéisme pur et simple, à se donner une « perspective immédiate » à laquelle elle a lié un travail politique et organisationnel.

A force de s'imaginer que l'opportunisme peut défendre les intérêts ouvriers dans les luttes immédiates (ce qui revient à confondre le réformisme social-impérialiste avec le simple trade-unionisme et à nier le phénomène de l'aristocratie ouvrière, typique du pourrissement impérialiste de la société bourgeoise), la LCR en est arrivée à penser que c'est seulement sur le terrain de la lutte politique qu'il peut se démasquer devant les ouvriers.

A force de présenter en conséquence le gouvernement de gauche comme une voie de passage obligatoire pour la lutte prolétarienne sous prétexte qu'il serait un tremplin pour la conquête du pouvoir révolutionnaire, la LCR, de façon caricaturale, mais ne faisant en cela que devancer l'ensemble des organisations qui font partie de l'arc-en-ciel de l'immédiatisme, en est venue à ne plus considérer que la seule hypothèse politique d'un gouvernement de gauche.

C'est cette perspective, véritable « Sésame ouvre-toi » de la lutte révolutionnaire, qui a fortement pesé sur l'activité de cette organisation et a transformé son

centrisme velléitaire et barricadier en un suivisme outrancier, qui lui a déjà valu plusieurs scissions.

D'un point de vue politique, cette transformation s'est achevée avec ce qu'on pourrait appeler le « tournant libéral » de la LCR, avec l'édulcoration définitive de la lutte de classe et de la dictature prolétarienne, sous prétexte de « refus de la violence dans le mouvement ouvrier ». Du point de vue de la lutte immédiate, ce processus s'est manifesté par le « tournant syndical », qui a justifié la désertion de l'activité dans les organisations ouvertes de type CFI ou CDA, pour ne plus travailler que dans les syndicats, mais surtout sans affrontement avec les bureaucrates, tournant érigé en théorie sous la forme d'une nouvelle version social-démocrate du front unique, qui devrait se faire nécessairement au sommet et supposerait de taire toute critique envers les dirigeants réformistes pour ne pas empêcher la base de le constituer.

Aujourd'hui que l'hypothèse d'un gouvernement de gauche est momentanément

DANS CE NUMERO

- Helsinki-Belgrade : concentration capitaliste et démocratie vont de pair.
- Réformisme et démocratie contre la lutte de classe.
- Dans le monde : La crise des groupes extraparlamentaires en Italie. La querelle sino-albanaise.
- Luites ouvrières, syndicats : Travailleurs immigrés. Hiérarchie des salaires. Grèves en Angleterre. Renault.
- Notes politiques : Plan Barre. Euro-communisme.

tenu entre parenthèses, c'est toute la construction politique de la LCR qui se casse la figure, au point que des responsables se voient contraints d'avouer dans des réunions ouvertes que leur organisation n'a pour l'instant aucune directive à donner à ses membres face à la crise, ce qui est le comble pour une organisation immédiatiste qui a érigé en principe que les révolutionnaires doivent avoir,

(suite page 2)

Andreas BAADER

et ses camarades, martyrs du terrorisme bourgeois

L'ordre démocratique est sauf ! « La défense de la démocratie peut s'opérer efficacement par les moyens de la démocratie ! », s'écrie (avec Le Monde du 18-10), la bourgeoisie du monde entier dans un délire de satisfaction !

C'est l'impérialisme mondial qui a vaincu ! L'impérialisme contre le terrorisme bestial duquel s'élevait, comme un cri désespéré, la succession des gestes, aussi héroïques qu'impuissants à en écorcher ne fût-ce que la cuirasse, du terrorisme à la Baader.

C'est la démocratie qui a vaincu ! Parce qu'elle parvient à faire croire aux opprimés que les coups des terroristes sont dirigés non contre l'ordre établi mais contre la société toute entière. Et ce résultat, qui permet de maintenir le prolétariat sous le talon de fer du capital, la démocratie n'aurait pu l'obtenir si tout l'éventail des partis qui prétendent diriger la lutte ouvrière, n'était pas monté sur la barricade dans une charge unanime, non pour dénoncer l'Etat bourgeois, mais pour condamner d'abord et avant toute chose le geste des terroristes.

Assurément, tant que tient la démocratie, il n'est pas besoin de fascisme ! Et cette démocratie blindée, ce sommet de la civilisation, fête, avec une barbare cruauté sa macabre victoire en s'offrant le sang d'Andreas Baader et de ses camarades « suicidés », dans un sacrifice collectif !

Sans aucun doute, l'épopée des terroristes, aussi courageuse soit-elle, ne pourra hâter la reprise de la lutte prolétarienne. En effet, les conditions de cette reprise ne sont à chercher dans aucune prise de conscience. Même pas celle de la barbarie de l'Etat capitaliste modèle jetant, sous les coups des desperados de l'âge nucléaire, le masque du libéralisme pour faire apparaître l'obscénité de l'Etat concentrationnaire.

(suite page 6)

Le capitalisme nippon bouc émissaire n° 1 de la crise bourgeoise internationale

Fin septembre s'est réuni à Washington la 32^e session annuelle du Fonds Monétaire International. La grande question qui a dominé les débats est de savoir si « la reprise engagée depuis à peine deux ans, après la plus redoutable crise de l'après-guerre » vit ses dernières heures (Le Nouvel Economiste, 3-10-77). « Personne n'est optimiste », disait un économiste de la Kreditbank de Bruxelles, « le choix est entre différentes nuances de pessimisme » (Newsweek, 10-10-77).

Deux pays ont servi de boucs émissaires : l'Allemagne et le Japon. Ils devaient être les nouvelles « locomotives » chargées de « tirer » l'économie mondiale. Pour cela il fallait que les deux pays stimulent leur demande intérieure, augmentent leurs importations et réduisent leurs exportations. Or, leurs exportations ne font que croître. Le Japon aura en 1977 un excédent commercial de 15 milliards de dollars. Comme dans l'économie capitaliste le bonheur des uns fait le malheur des autres, les Etats-Unis auront pour leur part un déficit commercial de 30 milliards de dollars.

Sous la pression des Américains, l'Allemagne et le Japon avaient pris quelques mesures de relance ; mais elles ont été jugées insuffisantes par les Etats-Unis. Le gendarme américain a donc sorti son bâton une fois de plus. Il a décidé de taxer les importations d'acier japonais, accusant les firmes nipponnes de faire du dumping. D'au-

(suite page 3)

Helsinki-Belgrade

Concentration capitaliste et démocratie vont de pair

Trente-deux années de paix démocratique se sont écoulées depuis la guerre de « libération ». Sans être dérangé, le capitalisme a parcouru son cycle impétueux d'accumulation, de concentration, de centralisation. Parallèlement, son appareil central d'administration et

de défense, devenu entre temps aussi Etat-entrepreneur, s'est gonflé dans des proportions inconnues jusqu'ici, alors que s'élargissait toujours plus le domaine de compétence et d'intervention obligatoire de ses gendarmes nationaux et internationaux.

Du réformisme, qui prêchait le passage à la société socialiste par la voie lente mais sûre des conquêtes graduelles à l'intérieur de la société bourgeoise, et de ses héritiers fascistes, la bourgeoisie a appris l'art de consolider les bases de sa domination implacable. Elle a envahi les derniers retranchements où la « personne humaine » se croyait encore libre et souveraine, en même temps qu'elle dispensait à ses sujets « assistance » et « avantages », assumant la charge et la gloire de distribuer à la classe des sans-réserves les miettes que celle-ci, dans les temps reculés, avait la barbare insolence de lui arracher par la force.

Elle n'en est pas restée là. Les réformistes, au cri de « éduquons nos patrons », lui avaient demandé de « répartir » la propriété. Dans beaucoup de pays, non contente de mobiliser les petits capitaux à travers les sociétés par actions et de les attacher ainsi au char de la concentration capitaliste, la bourgeoisie n'a pas dédaigné d'élever les travailleurs eux-

mêmes au rang d'actionnaires. De tout petits actionnaires, il est vrai, mais c'est pour leur bien, pour ne pas les corrompre. Or, on ne peut pas répartir la propriété, sans répartir le droit d'avoir « son mot à dire » : le capitalisme nous a donc fait cadeau de la « démocratie industrielle », intéressant les salariés à la bonne marche du tourbillon qui produit et reproduit leur propre classe en même temps que le capital.

Elle est allée plus loin. Les organisations que les ouvriers s'étaient données, non seulement pour s'opposer au jour le jour au capitalisme mais, dans une perspective plus lointaine, secouer définitivement son joug, la bourgeoisie les a associées aux grandes décisions et à la recherche de la meilleure façon de résoudre les problèmes toujours plus inextricables de la production capitaliste. Il y a soixante ans, pour ceux qui à bon droit s'appelaient communistes, le fait que la Société des Nations soit flanquée d'un Bureau International du Travail dirigé,

faut-il le dire, par un réformiste, était scandaleux. Aujourd'hui, il n'y a pas de gouvernement bourgeois « éclairé » qui ne soit flanqué d'un conseiller « ouvrier », politique et syndical ; ou qui, s'il n'a pas encore atteint cet idéal, ne consulte pas périodiquement les « représentants des travailleurs » avant d'édicter, sinon avant même de rédiger une législation dans le domaine économique et social, sans parler, bien sûr, du domaine de l'ordre public.

Le capitalisme a ainsi enfermé toute la société dans un filet toujours plus serré d'appareils disciplinaires, d'organes de planification et de contrôle de l'ordre constitué. Et la « personne humaine », qu'on la considère comme individu ou comme membre d'une classe, agonise dans ce filet, pauvre petit poisson pris au piège multiforme de la démocratie. De la démocratie ? Eh oui, précisément. Car ce n'est pas malgré la consultation des opinions que s'est réalisé et se réalise le développement inexorable qui concen-

(suite page 6)

CARNETS TRICOLORES

Bonnes nouvelles pour la bourgeoisie française. L'Iran a annoncé son intention d'acheter, à terme, une douzaine d'Airbus et a réaffirmé son intérêt pour le Concorde (Les Echos du 11-10-77). L'Arabie Saoudite s'apprête à acquérir une très importante quantité d'armes et de matériel militaire. Le montant de cette transaction serait si considérable qu'il laisserait loin derrière lui le fameux « contrat du siècle » par lequel quatre pays européens s'étaient portés acquéreurs de l'avion de combat F16 (Le Matin du 16-10).

Enfin la France espère se tailler une bonne place dans la vente d'équipements pétroliers à la Chine sur un marché qui est appelé à un très important développement dans les années à venir : pour produire 400 millions de tonnes en l'an 2000, la Chine devra investir 50 milliards de dollars dont la moitié seront dépensés en équipements importés, et là aussi, comme en Iran ou en Arabie, la concurrence est à son comble.

Tout ceci a de quoi réjouir les capitalistes et les défenseurs de l'économie nationale. Pour les ouvriers en revanche, cela signifie un accroissement de la pression qu'ils subissent. Pour exporter plus, il faut travailler plus tout en serrant la ceinture pour que les marchandises soient plus « compétitives » !

Le numéro du 1^{er} octobre de France Nouvelle publie un débat entre J. Maranne et trois hauts spécialistes militaires sur fond de surenchère chauvine et de compagnonnage militariste. Et J. Maranne de préciser : « Il est évident que sur un certain nombre d'aspects, nous pouvons avoir des approches différentes, nous pouvons estimer que telle solution est préférable à telle autre. Mais il est important que ces différences ne masquent à aucun moment notre accord fondamental dans la démarche patriotique. »

Ce militarisme enfin dépouillé de la honte du pacifisme petit-bourgeois s'accompagne tout naturellement du mépris ouvert pour les intérêts les plus immédiats des travailleurs sous l'uniforme, comme en témoigne l'article de l'Humanité du 7 octobre sur les exactions commises par des gradés sur de jeunes stagiaires du centre d'entraînement commando de Mont-Louis : « Nous savons que l'entraînement des commandos nécessite l'effort physique, l'accoutumance au combat... Ces actes n'ont rien à voir avec l'instruction nécessaire aux combattants d'une armée moderne. Ils ternissent l'image du centre national d'entraînement des commandos, et, au-delà, de toute l'armée ». Donc, ne pas confondre les « quelques » brebis galeuses de la hiérarchie militaire, et les gradés exemplaires qui « dans un esprit démocratique et national dispensent un enseignement de qualité, alliant le sens de l'effort au respect de la personne humaine ».

Et il faudrait se demander à quel camp ces gens appartiennent ?

Notre « perspective »

(suite de la page 1) aujourd'hui une réponse pour toute situation. Mais sans doute, le prochain bureau politique sortira-t-il de son chapeau un lapin en forme de compromis, dans la plus belle tradition du radicalisme casoulet, version trotskyste.

Pour les communistes révolutionnaires, la « perspective » du parti mérite plus de solidité et de sérieux. Faut-il répéter la nôtre ? En gros, elle consiste à préparer, à la faveur de la crise capitaliste, les conditions de la lutte révolutionnaire en cherchant à remonter la pente du gouffre où la contre-révolution stalinienne a précipité le mouvement communiste international, et pratiquement tué toute vie indépendante de classe.

Le premier objectif est la reconstruction et le renforcement d'un réseau international de parti, fondé sur les principes et le programme invariants du communisme et l'expérience de la dernière vague révolutionnaire et de son tragique reflux. N'en déplaise au spontanéisme, les principes de la constitution du parti et ses contours ne surgissent nullement des exigences de la lutte immédiate, bien que son besoin s'y fasse naturellement sentir, mais de celles de la lutte révolutionnaire qui culmine dans l'insurrection et la dictature rouge.

Le deuxième objectif est d'aider à la renaissance d'un terrain de lutte classiste, qui serve de point d'appui au développement du parti et à l'extension de son influence, conditions sine qua non de la victoire révolutionnaire.

Ce deuxième objectif serait impossible à atteindre sans consacrer d'énormes énergies à la lutte de défense immédiate, qui concerne avant tout la lutte économique, mais fait également surgir des questions de lutte politique. Sur ce terrain de défense prolétarienne, sur lequel nous sommes pour les organisations les plus ouvertes possibles (à la différence du parti, dont nous revendiquons le caractère fermé), pour la coordination des efforts de tous les ouvriers d'avant-garde dans toutes les organisations que se donne la lutte prolétarienne, dans la perspective d'un véritable front de classe prolétarien. Sur ce terrain, le parti doit

mener tout un travail d'éveil du prolétariat à la lutte générale contre le capitalisme, en faisant avoir les exigences de cette lutte, comme celles du combat contre l'impérialisme, le chauvinisme, le militarisme, l'Etat et la démocratie, ainsi que contre leurs défenseurs, leurs agents dans le mouvement ouvrier, les partis opportunistes.

Il n'y a donc pas, dans cette perspective, la moindre trace de cet activisme qui prétend trouver la solution aux problèmes de la lutte de classe dans une activité débridée, pratique ou théorique d'ailleurs. Pas la moindre trace non plus de ce fatalisme qu'on nous prête parfois injustement, de cet attentisme qui attend des changements de situation la solution aux problèmes de la révolution.

On dira que notre « perspective » est peu « tactique ». C'est que nous voulons, nous, lutter réellement pour consolider le terrain de la lutte de classe, le seul sur lequel peut se déployer la tactique communiste, et pour consolider le parti, qui seul peut mettre en œuvre quelque chose qui mérite vraiment le nom de « tactique ». On trouvera peut-être aussi cette « perspective » modeste pour l'immédiat. Soit. Mais sa réalisation est la condition, peut-être obscure, mais en tout cas indispensable, des futures et grandioses luttes de la classe ouvrière.

Pour en revenir à la LCR, qui est en train de montrer à toute l'extrême gauche son avenir catastrophique, si elle n'a pas de « perspective », elle a au moins une méthode. Ainsi elle agit une caricature du parti avec une « unité des révolutionnaires » conçue de la sorte : « Nous pensons que trois conditions sont nécessaires pour mener une bataille commune : expliquer aux travailleurs la politique des partis réformistes pour les préparer aux combats de demain ; impulser la mobilisation des travailleurs, leur auto-organisation, leur pouvoir de contrôle, appeler à l'unité ouvrière et comprendre que cette unité passe aussi par l'unité de toutes les organisations ouvrières sur la base d'un programme anti-capitaliste » (Meeting de la LCR à Paris le 29 septembre).

Il est clair que les conditions mises à l'unité ouvrière rendent celle-ci absolu-

ment impossible. Comment d'abord faire l'unité de plusieurs partis sans que chacun renonce à ses principes, à moins qu'il n'en ait pas ? De plus, cette conception présente le caractère d'une véritable offre de service à l'opportunisme puisque (même si l'on passe momentanément sur le fait que le terrain réel indiqué est celui de la lutte électorale agrémentée d'une fumeuse autogestion) l'« unité des révolutionnaires » aurait comme condition l'unité de toutes les organisations ouvrières, entendez : même les organisations réformistes !

Pour l'immédiat, la LCR lance, en compagnie de l'OCT et des CCA, un appel commun aux travailleurs pour intervenir dans la polémique PC-PS, où tout est mélangé (nous faisons allusion à l'appel du 5 octobre). Les questions de lutte immédiate y sont négligées (« débouché politique » oblige !) tandis que les questions programmatiques sont laissées dans le flou, pour permettre de discuter avec les réformistes. Il reste une sorte de bouillie gradualiste, qui fait la substance des questions à poser dans les « assemblées unitaires » réclamées, dont voici la plus audacieuse : « Peut-on rompre avec la logique capitaliste, sans rompre avec l'économie de profit, avec les institutions bourgeoises, sans nationaliser tous les grands secteurs de l'économie et sans que les travailleurs aient le pouvoir dans l'entreprise » ?

Voici où en arrivent ces « révolutionnaires » : à cacher les limites qui existent entre réforme et révolution, à ravalier la question du pouvoir d'Etat à une fumeuse « rupture » avec les institutions bourgeoises (mais, à côté de l'Eglise, de la famille et des dessous de table, faut-il penser que l'Etat lui-même y figure aussi ?), à montrer du doigt le « pouvoir » dans l'entreprise, le dernier endroit où il peut bien se trouver. A force de courir après l'opportunisme officiel, l'extrême gauche en est conduite à occuper la place libérée par ce dernier, quand les irrésistibles pesanteurs de la société bourgeoise le poussent vers les aveux toujours plus ouverts de son rôle et de sa nature conservateurs.

La crise hâte l'heure de vérité de toutes les forces. Elle ne peut, à la longue, raffermir que celles qui ont des principes sûrs. Tel est également un des points centraux de la « perspective » marxiste.

Le plan Barre a un an...

Il y a un an le président de la République faisait appel au « meilleur économiste de France » pour redresser la situation économique et sociale. Un an après où en est-on ?

L'inflation : Pour l'année 1976 la hausse des prix a été officiellement de 9,9 %. Pour l'année 1977 elle sera du même ordre (dernier pronostic : 9,5 %). Ainsi d'août 1976 à août 1977 (l'année Barre) la hausse des prix a été d'environ 10 %. La norme « indicative » retenue par le premier ministre était de 6,5 % !

Le chômage : En un an le nombre des chômeurs a augmenté de 25 %. Il y a actuellement 1.215.000 chômeurs d'après les chiffres officiels, soit 6 % de la population active. Pour masquer la réalité le gouvernement s'efforce de dégonfler les statistiques et lance des campagnes (la dernière en date est celle des Etats-Généraux sur l'emploi qui a fait fleurir les belles paroles).

Moyennant certains avantages fiscaux le patronat s'est engagé à embaucher 300.000 jeunes d'ici la fin de l'année. « Il parviendra difficilement à les employer », écrit le Journal des Finances au 6 octobre.

Les salaires : Les salaires ont augmenté de 10 % et il n'y a pas eu de diminution de pouvoir d'achat. C'est la thèse officielle. La réalité est différente. D'abord parce que les chiffres sont faux. Deuxièmement parce qu'il s'agit d'une moyenne. « Dans de nombreux secteurs (production et première transformation des métaux, industrie chimique, etc.), les ouvriers ont vu leur pouvoir d'achat baisser au cours des douze derniers mois » (Le Monde du 20 septembre). Même chose pour les fonctionnaires, etc.

M. Barre a donc atteint le but qu'il s'était fixé : diminuer les salaires pour augmenter les profits. « La hausse des salaires a été nettement freinée, écrit le même Journal des Finances, sans entraîner d'autres manifestations que des grèves symboliques. (Nous ne sommes donc pas les seuls à le dire, mais eux s'en réjouissent.) Cette décélération de la progression des revenus (sic) était considérée comme un préalable au ralentissement de la hausse des prix ».

En d'autres termes, si les salaires diminuent, disait M. Barre il y a un an, les prix baisseront. Et les « représentants » officiels des ouvriers ont protesté en paroles, mais n'ayant organisé aucune riposte, ont dans les faits marché. Et que s'est-il passé ? Grâce à eux les salaires ont baissé. Mais les prix ont monté !

Si les salaires baissent, pensait le même Barre, les profits augmenteront, les investissements aussi, l'emploi suivra. Et les syndicats ont marché, car ils ont laissé faire. Et que s'est-il passé ? Grâce à eux les salaires ont baissé. Mais le chômage a augmenté !

Et maintenant, que va faire le premier ministre ? Continuer sa politique. Il n'arrête pas de le dire. Augmenter le Smic, les allocations familiales, réduire la durée du travail ? Il n'en est pas question. « Ce serait catastrophique pour la France ». Et le changement n'est pas pour demain. Les chefs de gouvernement d'Occident envisagent « une ou plusieurs années de crise : trois, quatre, cinq ans : nul ne peut le dire » ! En conséquence, il faut poursuivre l'effort.

Que vont faire les chefs réformistes à la tête des syndicats ? Devinez !

Les deux tactiques de l'eurocommunisme

L'Italie avait son « compromis historique ». Des bancs de l'opposition, le PCI appuie les mesures d'austérité de la Démocratie Chrétienne au gouvernement, ainsi que toutes les mesures de « renforcement de la démocratie », c'est-à-dire de consolidation de l'Etat capitaliste.

L'Espagne, fasciste il y a encore deux ans, poursuit sa transformation démocratique à un rythme accéléré. La différence avec hier est que les franquistes ont cessé d'être franquistes parce qu'ils collaborent avec les partis démocratiques. Mieux, le PCE, encore illégal il y a quelques mois, se précipite, à l'appel du gouvernement Suarez pour faire front commun face à la crise économique.

Ce « pacte de salut national », derrière le rideau de fumée de mesures insignifiantes et démagogiques, bloque les salaires au niveau prévu de l'inflation, soit 22 %, ce qui signifie que le PCE agit de tout son poids pour paralyser les luttes salariales, en menaçant d'appliquer les sanctions prévues par la loi... Nous sommes entrés dans « une étape nouvelle, dit le communiqué commun, qui conduira à un système économique stable, capable de réduire les tensions actuelles de la société espagnole » (Le Monde du 11-10). Réduire les tensions : voilà le fin mot de l'histoire !

Et pourquoi, si dans l'Italie et l'Espagne voisines existe un « programme commun » de l'opposition et du gouvernement, ne peut-il pas exister en France entre les partis d'opposition ? Le fond du problème est à rechercher dans les questions de l'impérialisme qui agitent périodiquement la bourgeoisie française. En effet, comme nous l'avons montré plusieurs fois, les querelles

de la bourgeoisie se reflètent dans la majorité, mais aussi dans l'opposition, où, naturellement, elles s'appuient sur des aspirations différentes, celles de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière, qui, elles aussi, profitent de la domination impérialiste.

Mais du point de vue de la lutte prolétarienne, si ces crises peuvent être un avantage, une brèche à élargir, la politique d'opposition du PC n'est pas un avantage car elle donne une fausse perspective à la classe ouvrière précisément pour qu'elle ne profite pas de la brèche.

Si le PCE n'a finalement pas signé, dans la foulée de l'union sacrée économique, l'accord sur les lois anti-terroristes, alors qu'au même moment, Carrillo appelle à « stabiliser la démocratie », ce « bien si fragile » !, c'est qu'il s'agit de maintenir un semblant d'opposition pour tenter de retarder la reprise de classe : sur la base d'un accord profond avec la bourgeoisie, l'opportunisme est maintenu formellement en dehors des responsabilités pour avoir les mains libres devant la lutte ouvrière et se donner des chances de mieux la canaliser.

Mais cette politique n'est pas sans danger. L'opportunisme se compromet aussi dans l'opposition. Et même si la bourgeoisie espère retarder la perte d'influence des partis réformistes par l'artifice parlementaire, il reste le risque que, dans l'éventualité d'une transformation brutale des antagonismes sociaux en conflits ouverts, la participation des PC ne vienne trop tard pour servir efficacement la bourgeoisie. Mais cela dépend aussi de la lutte intransigeante des partis révolutionnaires.

Italie : notes sur la crise des groupes ex-extraparlementaires

Dans un article précédent (*Le Proletaire* n° 247) nous avons déjà noté le désarroi qui s'est emparé de la « nouvelle gauche » italienne depuis quelques mois, et dont le colloque de Bologne a encore donné une nouvelle illustration. Ce désarroi peut être daté du lendemain du 20 juin 76, ces fatidiques élections qui ont vu un renforcement électoral du PC, une « bonne tenue » inattendue de la Démocratie Chrétienne, et... du vent pour tous les autres.

Le résultat caractéristique de ces élections, c'est essentiellement un équilibre à deux entre la DC et le PCI, équilibre qui s'est traduit par l'impossibilité pratique de reconstituer des gouvernements soutenus par les partenaires traditionnels de la Démocratie Chrétienne, ceux-ci (notamment le PS) refusant désormais de se prêter à un appui qui, sur le plan électoral, ne favorisait que les deux principaux protagonistes.

Or toute la politique des principaux groupes gauchistes, rassemblés dans le cartel « Democrazia Proletaria », avait été centrée sur deux objectifs : 1) battre la Démocratie Chrétienne, rendue responsable de tous les maux ; 2) former un gouvernement PC-PS (avec, si possible, une pincée de... Démocratie Proletarienne). Cet objectif « stratégique » représentait déjà, par conséquent, un... sacrifice altruiste au profit du PC, que tous ces groupes appelaient traditionnellement à soutenir, mais vis-à-vis duquel ils comptaient désormais pouvoir jouer un rôle d'« aiguillon », une fois constitué le gouvernement de gauche. La chose ne s'est réalisée qu'au niveau local, où on a pu voir ce que valait le fameux « aiguillon », qui s'est réduit en fait à formuler une série de doléances sur les « défaillances » des municipalités « rouges ».

La douche froide des résultats électoraux s'est traduite dans ces mouvements par une crise profonde, dont ils ne se sont pas encore remis. Celle-ci ne s'ex-

plique pas seulement par des facteurs externes (le faible score de DP) ; elle découle en réalité d'un facteur interne, à savoir leur totale incapacité à formuler des analyses, des perspectives, des stratégies, et même des prévisions élémentaires, dans un sens ne serait-ce que vaguement révolutionnaire. La carte des élections s'est révélée catastrophique pour des groupes qui avaient tout mis sur elle en y voyant la clé de l'avenir révolutionnaire — puisque, au-delà de leurs différences, il s'agissait pour toutes les composantes de « Démocratie Proletarienne » de construire des éléments institutionnels de « transition à la transition » au socialisme, jusqu'à la prise du pouvoir... « de transition » par le gouvernement de gauche, considéré comme un passage obligé vers la phase suivante.

Le fait d'avoir lié leur base à cette orientation — qui au lendemain du 20 juin avait perdu toute « crédibilité » — s'est traduit par un reflux généralisé : démissions en série, crises de militantisme, crises... existentielles. Beaucoup d'éléments se sont rapprochés du PC même s'ils sont contre la politique du « compromis historique » (qu'on leur a toujours décrit, naturellement, comme une « trahison », et non comme un aboutissement logique de l'orientation du PC). D'autres sont revenus aux positions spontanistes qui étaient celles du mouvement à l'origine, en les poussant même jusqu'au bout, comme les tendances qui, d'une façon générale, se réclament du camp de l'« autonomie ouvrière », proche de « Lotta continua » du début.

Les groupes les plus à gauche du cartel, comme « Lotta continua » et la gauche d'« Avanguardia operaia », avaient naturellement déclaré, lors de la campagne, que l'important était de « se compter » pour vérifier dans quelles conditions pourrait se faire le passage du « gouvernement ouvrier » PC-PS à leur propre « socialisme ». Mais l'hypothèse d'un tel

gouvernement était acceptée par tous, et les trotskystes des GCR (section italienne de la IV^e Internationale) n'avaient pas hésité plus que les autres à rédiger des programmes de gouvernement à leur proposer. Les résultats désastreux brisèrent jusqu'à l'alliance qui s'était constituée, et la tendance la plus droitiste put y trouver une confirmation de sa thèse selon laquelle s'allier à des groupes trop belliqueux signifie perdre des voix. Mais si l'illusion d'une unification Autonomia Operaia-PDUP-Lotta Continua sur la base non d'une convergence de principes mais d'un succès électoral a fait faillite, il en a été de même de la fusion entre AO et le PDUP, qui se sont tous deux divisés entre les partisans de l'unification et les autres : tristes résultats pour des gens qui prétendaient « au fond, ne pas attacher d'importance aux élections » !

La période post-électorale a donc vu une série de tentatives en vue de recoller péniblement les morceaux. Il est significatif que tous les groupes aient plus ou moins réagi par un recours « à la base », et à un « large débat interne » qui se proposait d'impliquer l'ensemble des militants dans la crainte d'un sauve-qui-peut. Partout, on réclamait un retour au « mouvement » (c'est-à-dire à l'ensemble des positions des années 1968-69), mais il n'y a eu aucune remise en question de la ligne politique de fond. On a vu ainsi se creuser une fracture entre ceux qui avaient choisi résolument la voie du parlement en se donnant pour mission d'« aiguillonner » le PC afin qu'il se repente et ne succombe pas à la tentation avec la Démocratie Chrétienne (AO, PDUP), et ceux qui préfèrent rester en équilibre entre les tendances opposées, comme « Lotta continua » (qui se justifie comme elle peut en disant que le « mouvement » renaîtra si on le laisse libre de ses choix).

(suite page 8)

NOTES INTERNATIONALES

● En Pologne

Nous apprenons par *Le Monde* du 7 octobre que le « Comité de défense des ouvriers » (KOR) constitué l'an dernier à l'initiative d'intellectuels à la suite de la répression des grèves, a fait peau neuve. Nous n'en sommes nullement étonnés, pour la bonne raison que nous avons précisément critiqué dans ces colonnes la prétention de faire de la lutte ouvrière un appendice de la « lutte pour les droits démocratiques », fût-ce dans les pays de l'Est.

Maintenant qu'il s'est baigné dans la renommée conférée par la solidarité contre la répression, avec l'aide d'une partie des courants qui se réclament du trotskysme, ce comité s'appelle désormais « Comité d'autodéfense sociale » et prétend lutter contre la répression et pour le respect de la légalité ! Comme si la grande masse de la répression anti-proletarienne n'était pas précisément perpétrée dans les formes les plus légales et les plus démocratiques. Ces intellectuels méritent assurément le prochain prix Nobel de la paix, après Amnesty International...

Ce que nous pouvons conseiller aux prolétaires, en revanche, c'est de faire de leur lutte contre la répression bourgeoise et pour la liberté de mouvement syndical et politique un terrain de leur lutte de classe contre l'Etat capitaliste.

● Brzezinski et la bombe

On sait que le conseiller de Carter pour la Défense nationale, Brzezinski, vient de prévoir qu'un conflit atomique pouvait éliminer 10 % de la population de notre planète. « Or ces 10 % dont parle M. Brzezinski, notent *Les Echos* du 13-10, il y a fort à parier qu'ils engloberaient l'ensemble de la population de l'Europe, car toute hypothèse de guerre atomique repose sur l'éventualité d'un conflit en Europe ».

Ce n'est pas sans raison. L'Europe est, par les antagonismes entre Etats qui la traversent, par les rivalités entre super-Etats qui la partagent, et surtout, par la présence de la plus grande concentration prolétarienne du monde, une gigantesque poudrière.

A la bombe de Brzezinski, il n'y en a qu'une seule à opposer, celle de la révolution prolétarienne qui fera tout sauter même à Moscou et à Washington.

Le capitalisme nippon

(suite de la page 1)

tre part, il a fait monter le yen : les produits japonais seront plus chers. Le yen qui a déjà subi une revalorisation de 9 % par rapport au dollar depuis le début de l'année vient de monter ces derniers jours de 3,8 %. Grâce à ce nouveau coup de massue sur Tokyo (succédant à celui des réévaluations forcées de 1971-73 et à celui de la « crise pétrolière »), les Etats-Unis espèrent (une fois de plus !) réduire le déficit de leur balance des échanges avec le Japon qui s'élève à un milliard de dollars par mois. Mais c'est peine perdue ! Une étude récente de la Banque Française du Commerce Extérieur montre que le Japon est le principal bénéficiaire du redéploiement des échanges depuis quatre ans (*Les Echos* du 13 octobre). Son « indice de combativité » a monté de 14 points, celui des Etats-Unis de 2,7 seulement.

L'offensive des USA ne s'est pas limitée à la seule monnaie japonaise : quelques jours après la hausse du yen, le dollar a baissé aussi par rapport au deutschmark et au franc suisse. Le président de la Banque Nationale Suisse a accusé les autorités monétaires américaines de « manipulations ».

Recours au protectionnisme et guerre des monnaies sont deux manifestations de la guerre commerciale que se livrent de plus en plus ouvertement les différentes économies nationales en entraînant derrière elles grâce au réformisme vendu (« fabriquons français » en France, « Buy American » aux Etats-Unis) leur classe ouvrière.

C'est comme cela que les bourgeois et leurs complices préparent les guerres impérialistes.

**LAS TESIS
CARACTERISTICAS
DEL PARTIDO**
seguidas de
**LO QUE DISTINGUE A NUESTRO
PARTIDO**
precio : 4 F

Derrière la querelle entre la Chine et l'Albanie, de solides et sordides intérêts bourgeois

Depuis quelque temps on assiste à une détérioration publique des rapports sino-albanais. Cette dégradation est apparue pour la première fois au grand jour, à la suite de la mort du « Grand Timonier », quand le PC albanais commença à critiquer la fameuse théorie des « 3 Mondes » pourtant élaborée par Mao lui-même (voir à ce sujet *Le Proletaire* n° 250).

Les critiques albanaises se sont amplifiées au mois de juillet 1977 quand Zeri I Popullit a publié un éditorial qui dénonçait comme « opportuniste » et « antiléniniste » cette théorie des 3 mondes et accusait la diplomatie chinoise présentant l'URSS comme « l'ennemi principal » de favoriser ainsi l'« autre superpuissance » américaine.

L'Albanie a enfin ouvertement montré son irritation et son hostilité à l'occasion de la visite de Tito en Chine, en publiant un pamphlet (intitulé *Krouchtchev aux pieds de Tito*) qui dénonçait la visite faite en 1963 par Krouchtchev à Belgrade et la mettait en parallèle avec le séjour de Tito en Chine. L'Ambassade d'Albanie à Paris diffusait quant à elle une brochure concernant les entretiens qu'Enver Hodja eut en 1965 avec Chou En Lai et dénonçant les « capitalistes titistes ». Pour finir, l'Albanie condamne aujourd'hui les « idées antimarxistes » des « révisionnistes et des opportunistes de tout bord » qui, « sur la base du pragmatisme, inventent des théories charlatanesques dans la recherche d'avantages momentané et en niant les lois objectives et immuables de l'évolution du monde ». Elle fustige « l'idéalisme subjectiviste qui ignore le rôle historique des masses » et sabote « la révolution mondiale ». (*Le Figaro* du 13 septembre). Quant au PC chinois, d'après *le Monde* du 4-5 septembre 1977, il qualifie les positions

albanaises de « gauchistes » et de « trotskystes » !

Comme on le voit, l'« amitié indestructible » entre Tirana et Pékin bat de l'aile, et l'on ne manque pas des deux côtés de se cacher derrière une prétendue orthodoxie marxiste, de se réclamer de la lutte de classe et même de la « révolution mondiale ». Mais le PCA est bien mal placé pour brandir aujourd'hui les principes communistes et se revendiquer de l'internationalisme prolétarien ; en effet, il n'a jamais dénoncé, entre autre, les silences de la Chine à propos des terribles répressions antipaysannes et anti-ouvrières en Indonésie (1965) et à Ceylan (1971), ni les positions de Pékin au sujet de la lutte du Dhofar (soutenant le Shah d'Iran comme un « combattant anti-impérialiste » sic !) et plus récemment des événements d'Angola, ni bien sûr l'infâme théorie contre-révolutionnaire du socialisme dans un seul pays. En réalité, ces références à Marx et à Lénine ne sont qu'un misérable rideau de fumée destiné à cacher de sérieuses divergences entre deux Etats nationaux.

En effet si la Chine se rapproche aujourd'hui de la Yougoslavie, c'est bien pour la même raison qui l'avait poussée à la condamner violemment hier : la défense de ses intérêts de puissance nationale bourgeoise. Quand Mao déclarait en 1955 : « Des gens comme Tito sont au-delà de tout remède. C'est la même chose pour Hitler, Tchang Kai-Chek et les tsars. On ne peut pas les guérir. On ne peut que les abattre » (*Le Figaro* du 29 août 1977), il ne faisait que satisfaire les exigences de l'URSS impérialiste (qui était encore, officiellement du moins, le « Grand Frère Socialiste ») pour que la jeune république bourgeoise de Chine (issue d'une révolution paysanne et en butte à l'hostilité

de l'impérialisme US) puisse bénéficier de son aide. Quand la Chine continuait de condamner la Yougoslavie dans les années 1960, c'était au contraire pour dénoncer le « révisionnisme soviétique » et les « nouveaux tsars » de Moscou dont l'« aide » trop coûteuse était devenue dorénavant une entrave au développement autocratique d'un mouvement d'accumulation primitive de capital, et heurtait désormais les convictions jalousement nationalistes des dirigeants de la jeune République Paysanne. C'est la raison pour laquelle la Chine manifesta de l'intérêt pour l'Albanie, en qui elle chercha un point d'appui lui permettant sinon d'attirer à elle d'autres Partis staliniens et Etats socialistes, du moins de continuer à dénoncer l'URSS et de ne pas rester isolée.

Derrière une prétendue volonté de lutter contre le « révisionnisme moderne », l'Albanie de son côté désirait également briser l'isolement dans lequel elle se trouvait en 1961, pour garantir le développement d'une économie bourgeoise qui en était à ses débuts. En effet après plusieurs années d'occupation par les troupes italiennes et allemandes durant la deuxième guerre mondiale, cet Etat avait été reconstitué dans ses frontières de 1912 à la suite d'un mouvement de résistance nationale (conduit par les staliniens d'Albanie, dont Enver Hodja), qui avait, il est vrai, permis d'affaiblir le pouvoir des chefs de tribu réactionnaires et des grands propriétaires fonciers féodaux. Mais la Grèce, qui était alors sous l'influence directe de l'impérialisme britannique, maintenait des prétentions territoriales sur le nord de l'Epire où vit encore une minorité de langue grecque. C'est pourquoi l'Albanie se rapprocha de la Yougoslavie de Tito (avec laquelle elle avait

(suite page 6)

Les conseils d'atelier
de la CFDT :

Un gadget éculé avant d'avoir servi

Un point de la plate-forme CFDT publiée en juin dernier a fait impression sur la presse bourgeoise, qui continue à l'alléguer (voir entre autres le Monde du 12 septembre) comme preuve du caractère avancé de cette organisation. Il s'agit de la proposition de créer dans les entreprises nationalisées des « conseils d'atelier », structures décentralisées qui favoriseraient le « processus d'extension du pouvoir aux travailleurs ».

Une fois de plus, les thèmes conseillistes ou ordinaristes dont la CFDT s'est fait une spécialité servent à masquer des buts de collaboration directe. Reportons-nous au point 7 de la plate-forme : ces conseils, « élus par les travailleurs », auront « le pouvoir de décision en ce qui concerne les conditions de travail ». Exemple : l'équipement, les changements technologiques, les horaires et normes de sécurité, etc. « Ils disposeront de l'autonomie dans le cadre d'un contrat négocié avec le conseil d'établissement à partir des réalités rencontrées par les deux parties. » En clair, ces conseils seront, d'une part, la courroie de transmission des exigences de la productivité, et autres « réalités » capitalistes ; d'autre part, un moyen de canaliser dans un réseau d'organes de concertation que l'opportunisme pourra contrôler les éléments combattifs qui pourraient se dégager.

Ajoutons que cette « nouveauté » est déjà contenue dans le Programme commun (deuxième partie, chapitre 1^{er}, « Démocratiser l'économie », Ed. Sociales, pp. 106-108) : « Les comités d'entreprise et d'établissement, les délégués du personnel — y compris les délégués d'atelier ou de service lorsqu'il en existe dans l'entreprise — seront obligatoirement consultés avant toute mesure concernant l'embauche, le licenciement, l'affectation aux postes de travail [...] ».

Un pas vers le « collectivisme » honni de tous ces messieurs de la Gauche ? Non, un amortisseur de plus, un rouage de plus dans la vaste machine de la collaboration de classe !

Sur le travail dans les comités de soutien aux luttes des travailleurs immigrés

Après le sabotage des comités de chômeurs et des comités de soutien aux soldats, les différents comités de soutien aux luttes des travailleurs immigrés (depuis les Comités de soutien Sonacotra jusqu'aux CUF-CFI) sont presque les seuls organismes ouverts de soutien à la lutte d'une catégorie ouvrière à avoir réussi à se maintenir en vie, dans la mesure même où ils s'alimentent et tirent leur raison d'être du lien avec une catégorie comme celle des travailleurs immigrés qui, depuis plusieurs années, se battent avec constance et combativité aux premiers rangs du prolétariat.

Cependant le retard dans la reprise de luttes fortes et continues de larges franges de la classe est plus que suffisant pour expliquer les difficultés dans lesquelles se débattent ces comités, leur caractère fragile, leur incapacité, souvent, à organiser de façon durable un nombre conséquent de travailleurs, difficultés qui s'accroissent lorsque leur lien avec des luttes ouvrières précises est plus ténu (CUFI-CFI).

A ces conditions objectives s'ajoutent celles qui tiennent à l'orientation et à la pratique de groupes gauchistes qui y interviennent et les influencent, en suscitant souvent une méfiance justifiée parmi les travailleurs.

Quoi qu'il en soit, la lutte entre les différents courants suscite périodiquement le besoin de tirer des bilans, de redéfinir des bases, pour faire avancer la lutte. C'est à ce besoin que veulent répondre ces notes, qui ne prétendent que rappeler quelques critères élémentaires.

Mais peut-être est-il nécessaire de préciser avant tout, pour éviter les malentendus, que si nous accordons une certaine attention à ces comités, ce n'est pas parce qu'ils occuperaient une place centrale dans notre perspective : nous n'élevons aucun d'entre eux au rang de modèle ou d'ébauche de la forme « idéale »

qui pourrait prendre demain l'associationnisme ouvrier. Nous ne prétendons pas les substituer aux syndicats ; le travail dans ces petits organismes ne supprime pas la tâche nécessaire de lutter pour que les travailleurs, également dans les syndicats, fassent leur, à la base et contre les directions social-chauvines, la lutte de leurs frères immigrés. Il n'empêche que, malgré leurs faiblesses, ces comités, nés en réaction aux carences du mouvement ouvrier officiel, reflètent des problèmes réels, et même cruciaux, de la classe ouvrière, et qu'ils peuvent constituer quelques-uns des rares pôles de regroupement pour des travailleurs combattifs, syndiqués ou non, qui tentent de s'organiser. Le problème est le suivant : comment leur permettre de développer au maximum leurs potentialités et en faire un des terrains de la préparation de la reprise prolétarienne ?

*

Le premier besoin auquel tendent à répondre les travailleurs immigrés en lutte et auquel répond objectivement (même si ce n'est pas de façon toujours consciente et conséquente) la naissance même de comités de soutien, c'est le besoin de rompre l'isolement des travailleurs immigrés, de faire que toute la classe ouvrière se solidarise avec leurs revendications spécifiques, dans la perspective de la lutte contre tout contrôle de l'immigration, et pour l'égalité totale des droits entre travailleurs. Cette tâche d'agitation et de propagande est capitale dans un pays qui a une large tradition non seulement de pillage impérialiste, mais de racisme et de social-chauvinisme enracinés dans les privilèges de l'aristocratie ouvrière et entretenus par toute la propagande bourgeoise et opportuniste. La solidarité prolétarienne n'a rien d'un devoir moral : c'est une nécessité vitale

pour toute la classe ouvrière, qui ne peut admettre les discriminations, la surexploitation, les vexations continuelles qui frappent une partie d'elle-même sans s'affaiblir toute entière face à une pression bourgeoise qui, avec la persistance de la crise, pèse et pèsera de plus en plus sur toutes les catégories ouvrières.

C'est une tâche sans aucun doute difficile, et qui va objectivement à l'encontre de toute la pratique des partis et directions syndicales opportunistes. Mais il faut ajouter qu'elle est souvent négligée, ou pour le moins sous-estimée, par des groupes (comme la LCR ou l'OCT) qui se sont donné pour principe de ne jamais heurter de front les « partis et syndicats ouvriers » ni empiéter sur leurs chasses gardées, et qui préfèrent la facilité de la propagande à l'égard des seuls travailleurs immigrés, naturellement plus sensibles au problème. C'est ce qui fait que des comités dirigés par l'OCT, comme les CUF et CFI, par exemple, ne remplissent pas entièrement une tâche qui est pourtant inscrite explicitement dans leurs bases. Celle-ci peut d'ailleurs aussi être entravée par le populisme (qui tend à noyer les intérêts prolétariens dans la masse indéfinie du « peuple »), ou par le sectarisme de certains groupes (comme l'UCFML) qui, confondant travailleurs syndiqués et... directions syndicales, opposent finalement autant de réticences que les groupes suivistes à orienter résolument l'agitation des comités où ils travaillent vers les ouvriers français et immigrés, inséparablement, et leurs lieux de vie et de travail.

Le deuxième besoin auquel tendent à répondre objectivement ces comités, c'est celui d'organiser des travailleurs déjà sensibilisés à la question, indépendamment de leur nationalité et de leurs convictions politiques. A cet égard, ils

(suite page 8)

Non pas « juste hiérarchie des salaires », mais abolition du salariat !

Nous avons pu voir, dans le numéro précédent de ce journal, comment la bourgeoisie française, poussée par la concurrence internationale — et plus particulièrement celle de l'Allemagne —, dans une période de crise capitaliste prolongée qui voit les marchés se rétrécir et les capitaux fuir les marchés à monnaie (donc à rentabilité) faible, a renforcé son exploitation sur toutes les couches salariées. C'est bien dans ce contexte de crise généralisée que toutes les organisations politiques et syndicales tentent de faire croire à la classe ouvrière en un nouveau remède miracle : la réduction de l'échelle des salaires.

Si elle fait pleuvoir ses attaques contre la classe ouvrière, la bourgeoisie pressée par les nécessités de la concurrence, s'en prend aussi à une partie de ses « protégés » ! Elle prépare aussi de longue main sa pression sur les classes moyennes, car elle sait qu'elle se heurte inévitablement aux organisations de l'aristocratie ouvrière et des couches salariées intermédiaires, aux partis et direction syndicales réformistes.

Toutes les « réformes » de l'enseignement qui pleuvent sur les écoles et les universités depuis plus de dix ans ont, entre autres, pour but de démanteler tous ces bastions des couches salariées supérieures qui espèrent voir leurs fils se transformer en P.D.G. grâce à la magie des sacro-saintes études.

En stoppant l'augmentation des effectifs du corps des enseignants — donc en le réduisant de manière relative ; en bloquant les diverses aides versées aux écoliers et étudiants — donc en rendant l'université de moins en moins accessible aux fils de l'aristocratie ouvrière ; en multipliant toutes les formes de concurrence entre élèves ou étudiants (augmentation du nombre des concours, multiplication des filières, transformation de tout un pan des universités en casernes garde-chômeurs) ; en accélérant la répression policière contre toute activité non seulement politique mais même de défense immédiate, l'Etat ramène

à de « plus justes » proportions ce foyer de production de non-producteurs, renvoyant une forte partie des étudiants dans les rangs prolétariens et se formant une couche d'employés et de cadres plus disciplinés et moins sensibles aux rêveries dont les directions opportunistes nourrissent ces catégories.

Cependant, face à la persistance de la crise qui touche un à un tous les plus beaux « fleurons » de l'« industrie nationale » (dont la sidérurgie, l'aéronautique sont les derniers en date) la bourgeoisie ne peut se contenter de préparer le « dégraissage » de son encadrement. Il faut tailler dans le vif dès aujourd'hui ! Entendez en langage plus diplomatique : après la réforme de l'école, il faut réduire l'éventail des salaires. Et chacun de proposer sa solution suivant les sensibilités de sa clientèle électorale : Ceyrac (qui n'a rien à cacher) de 1 à 8, Mitterrand de 1 à 6 et Marchais de 1 à 5.

Mais MM. Marchais et Mitterrand, comment empêcherez-vous le capitaliste — ou le P.D.G., ou le fonctionnaire qui le remplace — de verser sous la table les quelques billets crissants qui lui permettront de s'attacher toute la maîtrise ? Comment empêcherez-vous le patron de payer à ses cadres de lointains voyages d'« études », des voitures et des villas « de fonction » ? Sans doute par l'intermédiaire d'une nouvelle législation appliquée par le corps des juristes et protégée par la police, juristes et police payés par ces mêmes patrons !

Mais ces Messieurs, qui ne veulent considérer l'existence de la lutte de classe que par la lorgnette du droit bourgeois, ne perdent pas de vue les intérêts de la classe capitaliste. En effet, la grille des salaires est un parfait instrument pour enfoncer dans les têtes ouvrières la conception d'un travail « scientifiquement » payé suivant sa « qualité », chaque catégorie ouvrière étant ainsi séparée l'une de l'autre et luttant séparément pour ses intérêts particuliers, et

la division dans les rangs ouvriers étant portée au maximum.

Pour en terminer avec ce mensonge d'une hiérarchie calculée « scientifiquement », on peut se livrer à un très simple calcul sur les bases de l'économie bourgeoise et qui montre parfaitement comment le sursalaire payé par les capitalistes aux couches non prolétariennes — certaines couches d'employés et la base de l'encadrement — est destiné dans sa plus large part à acheter ces couches pour qu'elles jouent bien leur rôle de gardes-chiourmes.

Admettons que la reproduction d'un ouvrier qualifié ou spécialisé demande trois ans d'études supplémentaires à celles d'un ouvrier non qualifié. A 15 000 F l'année le coût pour une famille de trois enfants est de 45 000 F à répartir sur 40 ans de travail soit 480 mois. Le coût supplémentaire sera donc de 100 F par mois et par enfant, soit au total moins de 5 % du salaire familial mensuel pour un couple gagnant 6 000 F par mois. C'est donc d'une hiérarchie de 1 à 1,05 qu'il s'agit et non de 1 à 5 ou à 8 !

IL N'Y A DONC PAS DE HIERARCHIE DES SALAIRES « JUSTE », et qu'on la « fixe » (avec quels moyens, d'ailleurs ?) de 1 à 8 ou de 1 à 5, cela ne change rien à la condition des grandes masses ouvrières !

Naturellement, les communistes ne sont nullement gênés par l'idée de la réduction des hiérarchies de salaires, ils sont même pour la suppression de toute hiérarchie de ce type. Mais ils ne l'imaginent pas comme un rognage progressif, accompli par les voies légales bourgeoises, des différences de payes.

Ils ne l'imaginent pas non plus comme un « transfert des revenus » les plus hauts vers les plus bas, pour la bonne raison que le salaire n'est pas un revenu, et que ce qui serait retiré à l'un n'irait pas à l'autre, mais dans la poche du capitaliste, accroissant le profit.

Ils la voient seulement comme la suppression du salariat, pour passer à un mode de répartition socialiste (de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail), puis à un mode communiste (de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins) de la richesse sociale. Mais ceci est évidemment impossible sans une révolution, qui sera le point culminant d'une lutte prolétarienne multiforme. Dans le cadre de cette lutte, les communistes ne sont bien sûr pas indifférents au sort des couches salariées non ouvrières et même à celui des couches supérieures du prolétariat. Ils doivent mener dans ce sens une propagande et une agitation continue en direction de ces couches pour leur montrer que les mirages réformistes ne leur donneront aucun moyen réel de lutter contre la pression croissante du capital.

En tout état de cause, des franges de ces couches devront, à un moment ou à un autre, choisir, même de façon « passive », entre la bourgeoisie et le prolétariat. Mais pour pouvoir les entraîner derrière lui, la classe ouvrière doit être forte, elle doit souder ses rangs dans la lutte.

Or cela serait impossible sans qu'elle revendique, par des méthodes de lutte de classe, des augmentations de salaire substantielles, plus fortes pour les catégories les plus basses, qui soulageraient le poids étouffant qui accable ces couches du prolétariat. Ce qui aurait pour effet, c'est vrai, de réduire les hiérarchies des salaires, au moins dans la classe ouvrière, mais sans s'imaginer que ce soit conçu comme un moyen d'établir, selon la formule hypocrite des bourgeois et des réformistes, la « justice sociale » !

leed :

EL PROGRAMA COMUNISTA

Chronique de la classe ouvrière en Grande-Bretagne :

De Birmingham à Blackpool, en passant par Londres

Dans une petite usine de matériel photographique du Nord de Londres, Grunwick, 250 immigrés indiens surexploités, soumis au chantage à l'expulsion, ont donné depuis août 76 l'exemple d'une lutte opiniâtre pour une amélioration de leurs conditions de travail et la reconnaissance des droits syndicaux. Cette lutte, complètement isolée au départ, a fini par forcer les syndicats à donner quelques hypocrites « signes d'intérêt », du genre pétitions et appels à l'opinion publique. Mais surtout, elle a cristallisé la sympathie de travailleurs « nationaux », qui sont venus à tour de rôle et par centaines (mineurs écossais, dockers, etc.) renforcer les piquets de grève, barrer la route aux jaunes amenés par cars dans l'entreprise barricadée par le patron, et affronter les quotidiennes descentes de police, dominant ainsi, contre le pacifisme social des directions syndicales, un sens concret effectif au mot d'ordre « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

Quelques autres faits récents peuvent donner une idée du climat social actuel de la « bonne vieille Angleterre ».

A la fin d'août, la presse a donné un large écho à la bruyante manifestation de 1.500 ouvriers de la British Leyland, à Birmingham, qui ont refusé de se mettre en grève, au cri de « Nous voulons travailler ! ». Vraie bouffée d'oxygène pour les patrons, après des remous sociaux inquiétants.

Une semaine et quelque après, ils ont dû déchanter. Au congrès du TUC (centrale syndicale britannique), les directions ultra-opportunistes ont proclamé à nouveau leur fidélité au gouvernement du parti travailliste et à sa politique économique. Mais ils ont été violemment conspués par la base, excédée de leurs continus aplatissements entrecoupés de bouffées de démagogie ultra-gauche. Le leader du syndicat des mineurs, Joe Gormley, s'est fait carrément rosser, et n'a pu sortir que sous la protection de la police !

Entre les deux épisodes, à Londres, la fête annuelle des minorités de couleur (immigrés venant des ex-colonies de l'Inde occidentale en majorité), le « Carnaval de Notting Hill » (un des ghettos noirs de la capitale) s'est transformé en bataille furieuse contre la police, avec des arrestations et des blessés par centaines.

Malgré les apparences, l'épisode de Birmingham est lui aussi un signe de la tension sociale. Le refus de la grève (mises à part des franges conservatrices de l'aristocratie ouvrière) représentait la réaction typique de travailleurs excédés de se voir sans cesse roulés par les bonzes. Il suffit de remonter à quelques mois plus tôt, quand les grèves sauvages à la British Leyland se heurtaient à la farouche opposition des syndicats, qui n'hésitèrent pas, en vraie « police syndicale », à menacer les grévistes d'expulsion, et à se ranger aux côtés des patrons lors de la répression à coups de lettres de licenciement. Quelques mois passent. L'agitation ouvrière monte, le « pacte

social » vacille, la lutte à la Grunwick atteint son point culminant et voilà que le syndicat se pare d'oripeaux « extrémistes ». Mais changer de masque est une opération périlleuse ; et les travailleurs de la Leyland ont senti qu'on se payait leur tête, quand le syndicat, après des mois de démission totale, se barbouille de rouge et débarque avec des revendications d'augmentation de salaire de... 47 %. Leur réaction instinctive est compréhensible, même si elle est politiquement critiquable ; on en a vu d'analogues par exemple chez les cheminots italiens, qui sabotaient les grèves officielles pour protester contre la Trinité des syndicats collaborationnistes. L'épisode de Birmingham, donc, loin de prouver les dispositions « raisonnables » de la classe ouvrière anglaise envers les « exigences de l'économie nationale », a le sens d'un refus brutal des manœuvres opportunistes. En l'absence d'organisations de classe capables de donner une direction à leur colère et leur révolte, ces réactions empruntent les voies et les moyens qu'elles peuvent, qui ne sont pas toujours justes ni efficaces.

Quand, au contraire, la protestation ouvrière trouve la voie juste, même de façon temporaire, elle donne ce qui s'est passé au congrès de Blackpool. Là, le TUC, soucieux de ne pas rompre avec le gouvernement travailliste, a donné un nouveau vernis à un pacte social vermoulu, en y introduisant la « clause des 12 mois » qui prétend bloquer toute revendication salariale pendant un an après la signature des conventions collectives (voir *Le Proletaire* n° 250). Les ouvriers, eux, n'ont pas voulu le savoir, surtout dans une période où l'inflation persiste et où le chômage augmente. Ainsi, les techniciens des centrales électriques se sont mis en grève spontanément, en réclamant une augmentation de salaire de 20 %, et, après la grève des contrôleurs aériens, trois journaux à grand tirage ont été bloqués par l'agitation ouvrière (avec disparition « mystérieuse » des principales pièces des machines), à la suite du licenciement de certains d'entre eux, coupables d'avoir tenu une réunion pendant les heures de travail. Les boulangers se sont mis en grève, ainsi que 650 ouvriers carrossiers à Rolls Royce, et l'agitation se développe chez les mineurs.

Quant au leader malmené, Gormley, le « regrettable » incident dont il a été victime n'est peut-être pas sans rapport avec une nouvelle rapportée par la *Socialist Press* du 20-7-77, selon laquelle une grosse entreprise pétrolière canadienne, la *Vancouver Wharfs*, l'aurait engagé comme... expert en relations syndicales, avec ce commentaire du PDG : « Nous avons aujourd'hui des tas de problèmes d'agitation ouvrière, et il en sait plus là-dessus que personne d'autre. Son expérience nous sera extrêmement utile ».

Nous n'en doutons pas ! Et apparemment, les mineurs de son syndicat n'en doutaient pas non plus !

Les mesures Stoléro

PC, CGT et CFDT se sont récemment prononcés contre les mesures Stoléro (dont nous avons parlé dans notre dernier numéro). Ils ont dénoncé l'escroquerie du « million » et l'« inhumanité » de l'arrêt de toute immigration familiale et de toute nouvelle régularisation. Mais tous ces bons apôtres qui se vantent de défendre les ouvriers se sont déclarés, qui pour un « véritable contrôle de l'immigration » (CFDT : *Syndicalisme* du 24-7-75 ; cf. *Le Proletaire* n° 202), qui pour un « statut de l'immigré » sur la base de « conditions d'introduction fixées en rapport avec les objectifs fixés par le plan » (CGT : plate-forme de juin 77). Cela veut dire que tous contribuent activement, ici encore, à diviser la classe ouvrière, en prétendant faire retomber le poids du chômage et de la crise d'abord sur les ouvriers « étrangers », qui peuvent bien rester crever chez eux. Et cela veut dire que tous ont contribué à préparer le terrain pour l'introduction des mesures Stoléro (qui ne font que renforcer le contrôle déjà existant), comme ils l'avaient fait autrefois avec les circulaires Fontanet-Marcellin. Le reste n'est que démagogie écœurante.

La lutte véritable contre les mesures scélérates exige qu'on revendique le principe de la SUPPRESSION DE TOUTE ENTRÉE A L'ENTREE ET A LA CIRCULATION DES TRAVAILLEURS ETRANGERS, et de l'EGALITE TOTALE DES DROITS pour les immigrés.

ABROGATION DES MESURES STOLERO ET DE TOUS LES DECRETS EQUIVALENTS !

SUPPRESSION DE LA FERMETURE DES FRONTIERES !

REGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNIS ET SOLIDAIRES !

Renault-Billancourt :

Quelques fissures dans la paix sociale étouffante imposée par l'opportunisme

Dans la semaine du 3 au 10 octobre, nous avons distribué à Renault-Billancourt le tract suivant, qui résume la situation après une dizaine de jours d'agitation :

« Depuis une semaine des grèves éclatent à la Régie (grève au 38 depuis le 27, au carrousel depuis le 28, débrayage au 74, au 59 et au 12).

Les travailleurs ripostent aux attaques de la Régie qui durent depuis plusieurs mois :

- licenciements sous le moindre prétexte, surtout de travailleurs malades (— non seulement le capital nous use journellement mais après il nous jette sur le pavé —), entrant en fait dans un plan général de compression de personnel (on parle de milliers de licenciements dans les quelques années à venir) ;
- augmentation des cadences et des accidents du travail qu'elles entraînent ;
- baisse du salaire réel ; augmentation de 7,5 % des salaires octroyés depuis le début de l'année contre une hausse des prix de 11 % selon le gouvernement mais bien supérieure en fait.

Les travailleurs en lutte montrent l'exemple en répondant par l'action directe coup pour coup. En refusant le licenciement de Ben Lahoucine et en s'opposant à la restructuration du 38, c'est bien la lutte contre les licenciements, pour les intérêts communs des travailleurs de la Régie qu'ils se battent.

La réponse de la direction a été brutale et ne s'est pas fait attendre :

- utilisation des jaunes contre les grévistes du 74 ;
 - attaque par un commando armé des grévistes du 38 ;
 - lock-out de 800 ouvriers qu'elle menace d'étendre.
- Comment ont répondu les directions syndicales ?

Tout en reconnaissant que les revendications touchent nos intérêts généraux, la CGT affirme que la lutte doit rester dans le cadre de chaque atelier. Au meeting de lundi dernier elle s'est carrément opposée aux travailleurs qui réclamaient l'extension du mouve-

ment et elle n'a jamais rien fait pour lier la lutte du 74 et du 38. Nous saluons d'autant plus les travailleurs du 74 et les Peintres qui ont débrayé en solidarité, ces derniers contre la volonté de la CGT.

Ce qui compte pour les directions syndicales, c'est de négocier à tout prix. Alors qu'au contraire, l'issue de la lutte est réglée par les rapports de force et dépend de notre détermination : la réaction de la direction indique qu'il ne peut pas en être autrement.

En demandant dès le début du mouvement l'ouverture de négociations les directions nous mettent d'emblée en position défavorable. Et quand le patron envoie ses bandes contre les ouvriers comme au 38, tout ce que la CGT a trouvé à faire c'est de proposer en guise d'action les inévitables plaintes des délégations devant la direction !

— Il est vital d'organiser la solidarité avec le 74 et 38, sous peine de laisser à l'Etat-patron la voie libre pour appliquer son plan anti-ouvrier.

— La situation est aujourd'hui favorable pour une offensive contre la Régie en pleine expansion financière et commerciale, et qui a besoin de remplir ses contrats de commande.

POUR QUE LA GREVE SOIT VICTORIEUSE IL FAUT EMPLOYER NOS METHODES DE CLASSE.

— MOBILISATION ACTIVE DE TOUS LES TRAVAILLEURS ET EN PARTICULIER DE CEUX MENACES PAR LE LOCK-OUT CAR LA SEULE FAÇON DE S'Y OPPOSER EST DE LES ENTRAINER DANS LA GREVE.

ORGANISATION DE PIQUETS CONTRE LES JAUNES ! *

On peut ajouter, depuis, quelques faits significatifs. Après la descente des jaunes et des milices au 38, la CGT n'a proposé d'autre riposte que la « protestation », et une tournée pour... « aller faire honte aux briseurs de grève devant leurs femmes et leurs enfants » ! (meeting CGT du 30 septembre). Le délégué CGT du 74 a, lui, adressé une lettre ouverte aux agents de maîtrise, les priant

humblement de réfléchir avant de briser la grève, et précisant (le 5-10-77) « J'ai autant que vous le souci de la prospérité et du bien de l'entreprise, et cela passe par les impératifs de la production, nous l'avons toujours dit à la CGT ». Mais les bonzes craignaient tellement que la moindre étincelle ne fasse prendre les matières inflammables réveillées par ce conflit qu'ils ont tenté par trois fois de détourner la tension en appelant les ouvriers à cogner sur les distributeurs de tracts et vendeurs de presse « gauchiste ».

Le 13 octobre, la direction engageait une procédure de licenciement contre 14 grévistes du 38 ; cependant que Ben Lahoucine restait, lui, licencié. La CFDT et la CGT appelaient le lendemain à une heure de grève « pour soutenir les négociations », après avoir tout fait pour que les grévistes effectifs restent isolés, tout en les félicitant hypocritement de leur combativité : ce que les prolétaires demandent à un syndicat digne de ce nom, ce ne sont pas des félicitations, mais la coordination matérielle et le renforcement de leur lutte !

Une fois de plus, le déroulement de cette grève montre d'ores et déjà non pas la simple « passivité » syndicale que déplore poliment la LCR, désolée de voir le grand frère opportuniste manquer à ce point (disent-ils) d'énergie dans la riposte ; c'est bien en réalité un rôle actif d'amortisseur et de tampon que jouent les directions syndicales, CGT en tête, utilisant leurs liens avec les ouvriers pour circonscrire immédiatement et tenter d'éteindre tout foyer de luttes ; multipliant les pétitions et les quêtes pour faire diversion ; empêchant les communications entre ateliers, et instaurant sous prétexte de « soutien », une surveillance, un véritable cordon sanitaire de bonzes autour du 38.

De pareils spécialistes de la lutte contre l'incendie social, comment peut-on espérer les « pousser à lutter » comme disent les centristes ? Ce serait trahir activement les ouvriers en lutte et ceux qui ressentent le besoin de les soutenir qui de les orienter vers cette impasse. Les grévistes

RÉUNION PUBLIQUE A STRASBOURG

jeudi 10 novembre, 20 h 30
Maison des Syndicats
1, rue Sédillot

Solidarité de classe
avec les travailleurs
immigrés

Concentration capitaliste et démocratie vont de pair

(Suite de la page 1)

tre et centralise le capital et, dans la même mesure, concentre et centralise les leviers du pouvoir, mais bien grâce à elle. Dans le domaine de la production, avec le temps, « la sourde pression des rapports économiques achève le despotisme du capitaliste sur le travailleur » et, une fois dépassées les horreurs de l'accumulation primitive, « il se forme dans le progrès de la production capitaliste une classe d'ouvriers qui, grâce à l'éducation, la tradition, l'habitude, subissent les exigences du régime aussi naturellement que le changement des saisons » (Marx, *Le Capital*, Livre I, chap. 28). De même, dans le domaine des rapports politiques et sociaux, un formidable appareil de pression sourde se substitue aux appareils brutaux exerçant la violence ouverte : l'« éducation » démocratique transforme en « tradition » et en « habitude » l'acceptation spontanée et naturelle de lois qui expriment en réalité le processus violent par lequel « les conditions matérielles du travail se présentent sous forme de capital d'un côté, et de l'autre d'hommes qui n'ont rien à vendre sauf leur force de travail » (ibid.).

Ainsi, **d'avantage** de liberté d'opinion, **d'avantage** de droits et de garanties, **d'avantage** de consultations démocratiques signifient non pas **moins** mais **d'avantage** de concentration du pouvoir, d'un pouvoir que, pour ne pas l'appeler fasciste, on appelle pudiquement « totalitaire ». Ces deux processus ne vont pas dans des sens opposés. Ils vont, tout droit, dans le même sens, vers un même objectif qui a pour nom **désarmement de la classe ouvrière**.

Helsinki, Belgrade : deux anneaux d'une longue chaîne. Au niveau national, le prolétariat avait ses organes de défense contre le capital, et donc indépendants de l'Etat. Le réformisme les a dénaturés en organes de conciliation entre les classes, et donc de conciliation avec l'Etat. Le fascisme les a intégrés par la force dans l'appareil étatique ; la démocratie post-fasciste utilise le consentement populaire pour atteindre le même résultat. A

l'échelle internationale, le prolétariat avait ses organes politiques et syndicaux non seulement pour la défense mais aussi l'attaque contre le capital ; les réformistes du bon vieux temps et les réformistes de l'époque stalinienne se sont appliqués à les détruire.

Le capitalisme, de son côté, a créé et crée tous les jours des organes internationaux de consultation, de débat, voire d'autocritique, cette version laïque de la confession catholique. Il pond à jet continu les rencontres, les parlements, les assemblées, les conférences dans lesquelles les « représentants de la classe ouvrière » et les porte-parole des « Etats ouvriers » siègent comme hôtes d'honneur. Et ceux qui sont privés de tout organe international **propre**, les prolétaires, ne trouvent pas d'autre centre d'orientation pour leur action que ces conférences et assemblées voulues, organisées et entretenues par les bourgeois. C'est ainsi que triomphe la démocratie représentative, qui postule que ce n'est pas la force qui détermine l'histoire, mais les **opinions** ; que ce ne sont pas les classes, mais les individus, détachés de leur classe et rapprochés seulement par l'appartenance commune aux peuples, aux nations, aux Etats, présentés comme des communautés veillant au bien de **tous** et exprimant les volontés de **tous**.

Ces assemblées se réunissent d'autant plus souvent que les maladies périodiques dont souffrent le mode de production capitaliste et la société qui lui correspond, les crises, se font plus aiguës. Elles coûtent cher et, dans les périodes d'austérité où toute la bourgeoisie crie à la réduction des frais improductifs, et avant tout du coût « excessif » du travail, elles paraissent sembler un luxe inutile. Pour ce mode de production et pour cette société, elles constituent au contraire l'**oxygène vital**. Si depuis l'éclatement de la crise mondiale la bourgeoisie s'empresse d'attirer l'attention sur les désastres sociaux, politiques, policiers et, comme le veut la mode, écologiques, qui nous menacent et déjà nous accablent en partie, ce n'est ni par hasard ni par masochisme. Pour elle, le désastre des désastres, le cataclysme vraiment irrémédiable, ce serait que les victimes historiquement nécessaires à

son cours triomphal perdent la foi dans la **perfectibilité continue** du système, dans sa capacité à se corriger et à s'améliorer à travers **ses propres formes**, par ses **propres moyens** et procédures.

Pour elle, le désastre des désastres ce serait que ces victimes cherchent à appliquer au moribond non pas la médecine des **opinions** dûment consultées, mais la chirurgie euthanasique de la **force** agissant au mépris de toute opinion.

C'est pour cela qu'elle demande à ces assemblées de proclamer l'urgence d'une **plus grande démocratie**, d'une **plus grande liberté**, de droits codifiés **plus étendus**, de **nouvelles chartes** constitutionnelles. En fait, elle leur demande de signer de nouveaux **chèques en blanc**, pour que le capital puisse se concentrer, s'accumuler et se centraliser tranquillement, assuré du « consentement populaire ». Tant pis si de cette façon son Etat se renforce et s'arme d'une double et triple cuirasse d'acier. D'ailleurs, à quoi servent les « Etats policiers » qui ont fleuri dans le monde entier après la victoire de la démocratie dans la seconde boucherie mondiale ? A quoi servent-ils, sinon à protéger la chère liberté d'opinion, menacée par ceux qui utilisent la force ou, pis encore, la violence ? Même un Rudi Dutschke l'a admis...

Si les marxistes combattent le capital, ce n'est pas parce qu'il n'aurait pas tenu ses promesses. Ils le combattent parce que, depuis le début, il les a **toutes tenues**. S'ils méprisent les sages de droite ou de gauche réunis à Belgrade, ce n'est pas parce que ceux-ci voudraient faire tourner en arrière la roue de l'histoire et retourner aux origines d'une société qui « devait être différente... » et ne l'a pas été. Ils les méprisent, au contraire, parce qu'ils poussent la roue de l'histoire **bourgeoise en avant** ; parce qu'ils amortissent ses secousses dramatiques par la méthode éprouvée de la « sourde pression » démocratique, et lubrifient la grande machine à profit par des flots de paroles.

Les marxistes n'accusent pas la bourgeoisie de tricher sur le marché des

« droits de l'homme et du citoyen », pas plus qu'ils ne l'accusent de tricher sur le marché du travail. Ils admettent qu'elle respecte de la façon la plus scrupuleuse les lois souveraines de l'équivalence sur le marché, et les lois de l'égalité dans la vie sociale et politique, lois sur lesquelles repose et qui expriment sa « fraternité ». C'est dans la mesure même où s'accumulent les « chartes de droits » que la pyramide du pouvoir centralisé du capital s'élève vers le ciel. C'est dans la mesure même où l'**opinion** règne en souveraine, que la **force** peut s'exercer sans obstacles ni freins.

Qui a du fer, a du pain, disait Blanqui, et Marx avec lui. Bourgeois et opportunistes réunis, à San Francisco ou à Helsinki, au Palais de Verre ou à Belgrade, répondent : donnez-nous un morceau de papier où inscrire les garanties éternelles, les droits imprescriptibles, les libertés de l'homme institutionnalisées, et vous aurez aussi davantage de pain. Il y a vingt-cinq ans, prévoyant l'orgie conjuguee de démocratie et de totalitarisme, de dispersion et de concentration du pouvoir qui allait caractériser un après-guerre placé sous le signe de la démocratie universellement victorieuse, nous affirmions :

« Libre de toute admiration à l'égard de la « liberté » américaine et de toute sujétion à la corruption moscovite, invulnérable au terrible virus de l'opportunisme, le mouvement révolutionnaire ne pourra resurgir que s'il retourne à la **plateforme radicale du marxisme originel**. Sa position sera bien nette : par son contenu, le socialisme dépasse et nie la liberté, la démocratie, le parlementarisme ; il voit dans ces concepts des moyens de défendre et de conserver le capitalisme ; enfin, il démasque le mensonge et la ressource contre-révolutionnaire suprême qui consiste à exiger que l'Etat reste neutre face aux intérêts des classes et aux solutions proposées par les partis, bref face à la stupide liberté des opinions. Un tel Etat et une telle liberté sont des inventions monstrueuses que l'histoire n'a jamais connues et ne connaîtra jamais. »

Aujourd'hui, nous avons mille raisons supplémentaires de le réaffirmer.

Andreas Baader, martyr

(suite de la page 1)

Ces conditions, nous les attendons, nous, des cataclysmes et des collisions que déclenche inévitablement le capitalisme et qui doivent libérer l'énergie prolétarienne contenue, et, en même temps, de l'action persévérante du parti de classe.

Malgré tout cela, le terrorisme individuel, s'il n'ouvre nullement la voie de la reprise prolétarienne, n'en est pas moins le rappel de la nécessité de la violence pour la lutte prolétarienne. Quelle infamie que celle des prétendus révolutionnaires qui dénoncent le mal que feraient les terroristes à la lutte prolétarienne en Allemagne pour condamner au fond toute violence. Le problème est malheureusement que le prolétariat ne bouge pas encore et la plus sale des méthodes, la plus défaitiste et la plus utile à l'ennemi, est de faire croire que cette reprise peut se faire sans revendiquer la violence, de prétendre qu'y renoncer entraînerait une attitude moins féroce de l'ennemi de classe, alors que ce dernier n'hésite pas

dès aujourd'hui à user de la violence de l'Etat avec la plus barbare férocité.

Malgré toutes les concentrations de moyens militaires, policiers, propagandistes et politiques dont dispose la bourgeoisie à l'échelle internationale (voir l'aide de Giscard dans l'arrestation de Klaus Croissant et l'opération de commando en Somalie) dans la lutte contre le terrorisme moderne, il renaît toujours à une échelle plus grande.

Dans ce cours pathétique, nous voulons voir, non pas évidemment la voie tracée pour la reprise de la lutte prolétarienne, mais, parce qu'elle est la réaction désespérée à une pression sociale insoutenable, le signe avant-coureur du futur réveil du géant prolétarien.

C'est dans la victoire de sa lutte révolutionnaire que pourront être vengés tous ceux qui, même s'ils se sont trompés, même s'ils ont été trop impatientes pour entreprendre le long et difficile chemin de la lutte collective et disciplinée de classe, sont tombés les armes à la main contre l'infâme ordre bourgeois.

Chez les philistins

Personne ne serait étonné de lire dans un journal comme l'Humanité que l'« action désespérée » des commandos terroristes « sert le capital ». Personne ne serait étonné d'y trouver que les terroristes « sont seulement un appendice de l'appareil politique du capital », car, en toute bonne logique opportuniste, toute action violente ne peut servir qu'à l'adversaire.

Nul doute aussi que pour les rédacteurs d'un tel journal les terroristes « appartiennent aux déchets de la petite bourgeoisie contestataire qui paradedent sur la scène politique bourgeoise avec leur arsenal meurtrier ».

Et pourtant, ce n'est pas dans l'Humanité qu'il faut aller chercher ces jérémiades pacifistes éceurantes, mais dans un journal si terriblement « révolutionnaire », du moins le proclame-t-il, que, pour lui, nous-mêmes ne serions que de vulgaires opportunistes, tout juste bons à être classés dans « la gauche du capital ». Il s'agit de l'Evolution Internationale (n° 42, octobre 1977) qui prouve ainsi qu'il n'est que l'organe de méprisables philistins petits-bourgeois.

La querelle sino-albanaise

(suite de la page 3)

mené des luttes communes contre les Allemands) et adopta d'autant plus facilement une phraséologie « socialisante » que l'amorce d'un développement économique moderne dans ce milieu archaïque nécessitait l'intervention dirigiste de l'Etat, seul capable de coordonner l'activité productive et de la protéger de la concurrence étrangère. Ainsi, dans un premier temps, l'Albanie se montra une alliée fidèle de la Yougoslavie, celle-ci la défendit dans les organismes internationaux et l'aïda en envoyant des spécialistes, en finançant, dans le cadre de sociétés mixtes, 60 % des investissements et en contribuant à la construction du premier chemin de fer albanais et à la rénovation du port de Durrës. Cette aide yougoslave ne fut bien entendu pas désintéressée : Belgrade avait également des prétentions territoriales pour améliorer le tracé de sa frontière avec l'Albanie, car la Yougoslavie dispose d'une importante minorité albanaise (district de Kosovo) et Tito espérait même associer l'Albanie à la République Fédérale Yougoslave.

A la faveur de la dénonciation par Staline de Tito (qui veut prendre ses distances par rapport à l'impérialisme russe et flirte avec les Anglais et les USA) l'Albanie rompt avec la Yougoslavie en juin 1948 et s'aligne derrière l'URSS. La Yougoslavie est alors violemment accusée de colonialisme et Enver Hodja appuie les revendications de la minorité albanaise. Les louanges de Staline et des « victoires du communisme » russe sont le prix payés par ce petit pays pour bénéficier de l'aide soviétique et se protéger des intentions de voisins bien menaçants. Mais l'Albanie va rompre avec l'URSS lorsque Kroucht-

chev se rapprochera de Tito, et prendra prétexte du conflit sino-soviétique pour se rallier à Pékin, dans l'espoir d'une aide qui cette fois ne risquera plus de menacer directement une intégrité territoriale que Tirana défend jalousement. En 1961, Enver Hodja pourra déclarer avoir trouvé « dans le maoïsme l'expression réelle du communisme international ». Comme quoi les voies nationales du seigneur Capital sont bien impénétrables !...

Mais, décidément, les peines de l'Etat albanais ne sont pas finies. Voici qu'aujourd'hui le capitalisme chinois est poussé à combattre résolument l'influence soviétique et à se rapprocher à la fois de l'Occident capitaliste (USA, Japon) et des pays dits non alignés. Cette politique basement bourgeoise a poussé les dirigeants chinois à rechercher notamment dans la Yougoslavie, qui occupe une position stratégique d'importance, une alliée politique sur les bords de l'Adriatique, plus solide et plus efficace que l'Albanie.

Bien qu'on ne puisse pas mettre sur le même plan le mamouth chinois et le moustique albanais, coïncé entre de puissants voisins, du point de vue des responsabilités internationales, le « débat idéologique » entre eux n'est en réalité qu'une sordide valse d'intérêts, une facette du développement des contradictions du capitalisme à l'échelle mondiale. Il nous semble d'autant plus nécessaire de la **dénoncer pour ce qu'elle est**, que de nombreux débris d'un mouvement maoïste, qui est à la dérive en Europe, essaient aujourd'hui de trouver un point d'ancrage dans les dénonciations hypocrites de Tirana, pour redorer leur blason et poursuivre leur travail de falsification des principes du communisme révolutionnaire défendus par Marx, Engels et Lénine.

Réformisme et démocratie contre la lutte de classe

« Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre, et plus lente conduisant au même but; il a en vue un but différent : au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, il se contente de modifications superficielles apportées à l'ancienne société [...]. [Il] ne vise pas, au fond, à réaliser l'ordre socialiste, mais à réformer l'ordre capitaliste, [il] ne cherche pas à abolir le système du salariat, mais à doser ou à atténuer l'exploitation, en un mot, [il] veut supprimer les abus du capitalisme et non le capitalisme lui-même. »

C'est en ces termes que Rosa Luxemburg (dans *Réforme sociale ou révolution ?*, II, 3) répondit à Bernstein, lorsque l'opportunisme, par son intermédiaire, chercha pour la première fois à se donner une justification théorique. Bernstein prétendait que le capitalisme, au cours de son développement, s'était en quelque sorte assagi, et tendait à se « stabiliser » en évitant les crises violentes et périodiques qui, pour Marx, constituent une de ses caractéristiques irréductibles. Il en découlait que la perspective de la révolution, cette « crise des crises », devait être abandonnée parce que périme. Le mouvement prolétarien — ce mouvement qui, d'après Bernstein, « était tout » alors que le but « n'était rien » — n'avait donc plus qu'à soutenir cette tendance organique du capitalisme et à exercer tout au plus une pression afin qu'il « s'auto-limite » encore davantage.

C'était une conception (continuait Rosa Luxemburg) à la fois réactionnaire et utopique : réactionnaire, parce qu'elle proposait de comprimer et de contenir le développement des forces productives sociales qui est l'un des rares apports positifs du capitalisme à l'histoire du genre humain ; utopique, parce que la tendance à la « production pour la production », à l'accumulation sur une échelle toujours plus large, à la diffusion incontrôlée et incontrôlable de son propre mode de production dans toutes les aires qu'il ne domine pas encore, est une tendance inhérente au capital, et non un aspect accessoire que l'on pourrait modifier ou pire dominer, une « maladie » que l'on pourrait soigner et à la longue guérir. C'était, qui plus est, une conception contre-révolutionnaire parce que, sous prétexte de « limiter » le développement frénétique du mode de production capitaliste, elle limitait en réalité l'impétueuse lutte de classe visant à l'abattre : c'était « une théorie de l'enlèvement du socialisme fondée sur la théorie de l'économie vulgaire de l'enlèvement du capitalisme » (Ibid., I, 5).

Depuis, plus de trois quarts de siècle se sont écoulés, et le révisionnisme, qui prétendait mettre de côté la théorie pour consacrer toutes ses énergies au mouvement, a détruit à la fois et la théorie et le mouvement prolétarien de classe, pour adopter la doctrine et la praxis de la classe adverse : réforme au lieu de révolution, démocratie au lieu de socialisme. Il est vrai que, revendiquant l'« enlèvement » de l'évolution capitaliste en période de boom, il s'est mis ensuite à en préconiser l'expansion, c'est-à-dire l'anti-enlèvement, en période de crise; mais dans un cas comme dans l'autre, non seulement il n'a pas renoncé à condamner la lutte de classe à la paralysie, mais il a élevé en principe sa stérilisation.

C'est pourquoi la classe ouvrière doit durement constater aujourd'hui que même la simple lutte revendicative, l'humble guérilla quotidienne de défense contre les attaques du capital aux conditions de vie et de travail des prolétaires, n'a jamais été aussi absente de la scène que depuis la fameuse victoire électorale de la « gauche » le 20 juin 76; plus que jamais la grève véritable, la plus étendue possible, est laissée de côté; plus que jamais les prolétaires ont été appelés à

Cet article est paru en éditorial dans le n° 5/1977 de notre organe en langue italienne *Il Programma Comunista*, dans la période comprise entre les élections législatives de juin 76 — qui virent une avancée spectaculaire du PC — et l'« accord programmatique » de juillet 77, qui a marqué un nouveau pas en avant de ce parti dans la voie du « compromis historique », en pleine orgie de « réformes » et de « démocratie ».

Il nous paraît utile de le publier, parce que le cours historique de l'opportunisme et de la démocratie dont il fait l'analyse est un phénomène général et international, dont les aspects spécifiques qu'il présente en Italie (notamment le développement notable de la concertation, avec ses innombrables organes interclassistes de « démocratie directe », et les liens particulièrement étroits du PC avec le parti gouvernemental) ne sont qu'un développement particulièrement net et avancé.

Il est une réponse à tous les partisans — « de chez nous » ou d'ailleurs — du passage au socialisme par la voie des réformes et de l'extension de la démocratie, non seulement dans sa variante classique, celle du PC, mais dans ses variantes new look, « basistes » et autogestionnaires, chères au PSU et aux groupes immédiatistes.

déposer leurs armes de résistance et d'attaque, dans la perspective aussi vaine qu'inoffensive d'un dialogue permanent avec les représentants de la classe ennemie et d'une gémulation perpétuelle devant les intérêts de l'économie nationale, de l'économie capitaliste.

Ce n'est pas que l'opportunisme révisionniste et réformiste ignore ce qui, dans ces conditions, attend les prolétaires : bien au contraire ! Il le sait et il l'accepte, se préoccupant seulement de ce que le chômage croissant et les salaires toujours plus misérables qui les attendent trouvent un pieux adoucissement et, par conséquent, une soupape de sûreté dans de nouvelles « réformes » : réforme de l'organisation du travail, réforme de la structure productive, de l'administration de l'Etat, de la distribution des ressources, du régime des dépenses, de la destination des investissements, etc. Dans l'organe du PC italien *Rinascita* (n° 8, 1977), quelqu'un d'aussi compétent que le grand théoricien « marxiste » Mario Spinella peut écrire tranquillement : « Face à une réalité irréversible, du moins à moyen terme, le mythe keynésien du plein emploi et de la solution des déséquilibres économiques au moyen de manœuvres financières et monétaires a révélé sa caducité; il en va de même du mythe, parallèle en un sens, de la « consommation de masse », avec la pénurie généralisée de capital d'investissement et la valeur très élevée atteinte par la composition organique du capital... Aujourd'hui, les secteurs les plus réalistes de la pensée économique admettent [donc, faisons une croix dessus] le caractère permanent et endémique d'une masse de chômeurs ou de sans-travail ». Et quelle est la conclusion ? Elle est simple : « Dans l'attente de conditions qui permettent une transformation [que l'opportunisme se figure possible] du marché du travail » (jamais il n'est question de son abolition, de la suppression du travail salarié !), il ne reste plus qu'à « élargir la base productive dans son ensemble » — c'est-à-dire à élever encore plus cette même « composition organique du capital », au moyen d'investissements, de restructurations, etc., dont on vient à peine de dénoncer « la valeur très élevée » ! — et à accepter que « la masse des chômeurs ou des sans-travail » prenne, sur une échelle encore plus vaste, un « caractère permanent et endémique ». Quant à réagir à cette perspective catastrophique, il n'en est pas question : c'est le juste prix qu'il faut payer pour réaliser « l'élargissement » tant souhaité « de la base productive » du capitalisme. Il faut donc attendre, dans une pieuse résignation, la « transformation radicale » (cependant considérée comme « utopique pour le moment ») « du marché du travail ». Attends... et crève !

Que s'enlise donc la lutte de classe et que s'épanouisse, et avec vigueur s'il vous plaît, le capitalisme ! A-t-on jamais vu que les ouvriers travaillent sans qu'ils soient employés par son Altesse le Capital ?

*

Mais, objecte le réformiste, pendant ce temps la démocratie gagne elle aussi du terrain, et cela est un bien en soi dont la classe ouvrière doit savoir profiter.

Mieux, elle doit se battre pour que la démocratie s'étende, se ramifie, enveloppe la société toute entière, suinte par tous ses pores, envahisse tous ses canaux.

Bernstein disait la même chose, mais du moins son révisionnisme se contentait d'exercer une pression externe sur le système; il ne rêvait pas encore d'y entrer pour en faire partie intégrante. Et voici ce que répondait Rosa Luxemburg : « Les rapports de production de la société capitaliste se rapprochent de plus en plus des rapports de production de la société socialiste. En revanche, ses rapports politiques et juridiques élèvent entre la société capitaliste et la société socialiste un mur de plus en plus haut. Ce mur, non seulement les réformes sociales, ni la démocratie ne le battront en brèche, mais au contraire ELLES L'AFFERMISSENT ET LE CONSOLIDENT » (*Réforme sociale ou révolution ?*, I, 4). Pour le marxisme, par conséquent, non seulement la démocratie et la réforme ne sont pas des « biens en soi » pour la classe ouvrière, mais elles vont dans un sens totalement opposé à la lutte finale d'émancipation prolétarienne. Leur extension ne diminue pas la pression des institutions politiques de la bourgeoisie sur la classe dominée, elle l'accroît; elle ne réduit pas le volume de l'Etat capitaliste, elle le dilate, elle multiplie ses interventions, elle renforce ses moyens de prévention et de répression.

Le cours de l'opportunisme, en trois quarts de siècle, a eu un double effet. D'abord, dans la mesure même où il travaillait à l'« enlèvement » de la lutte de classe, l'opportunisme démantelait une à une — ou desséchait quand il les laissait sur pied — les organisations immédiates de la classe ouvrière. Bourses du travail, cercles ouvriers, ligues, syndicats de métier, c'étaient des organisations où la classe se retrouvait elle-même, où elle reconnaissait ses bastions, où des milliers de prolétaires d'origine différente, placés dans des secteurs différents de l'appareil productif, d'orientations politiques différentes, discutaient de leurs problèmes communs et s'organisaient en vue d'une défense commune; des organisations, surtout, où ils étaient et se sentaient des prolétaires, membres d'une seule et même classe distincte de la classe dominante et opposée à elle, même quand ils donnaient aux mêmes problèmes des solutions différentes, réformistes ou révolutionnaires; des organisations qui étaient frémisantes de vie, aussi, parce que le Parti de classe y avait presque toujours son siège ou en tout cas y tenait ses congrès et ses assemblées — car il n'était pas, comme les PC d'aujourd'hui, l'hôte d'honneur des hôtels de grand luxe, les Midas ou les Hilton... Ensuite, parallèlement à ce démantèlement progressif des « institutions ouvrières » (qui étaient gênantes, c'est sûr, pour les partisans de l'« enlèvement socialiste »), s'est édifiée à un rythme accéléré une trame toujours plus dense, capillaire, obsédante, d'« institutions démocratiques », et par conséquent interclassistes, enveloppant les prolétaires dans un réseau aux fines mailles d'acier, depuis les organes « représentatifs » centraux jusqu'aux organes régionaux, départementaux, communaux, pour finir par les organes de quartier ou d'immeuble.

Cet édifice gigantesque, véritable masse rocheuse pesant sur les épaules de la

classe ouvrière, est une barrière bien plus rigide et bien plus solide que celle que la démocratie traditionnelle élevait entre la société bourgeoise et la société socialiste destinée à naître par la voie révolutionnaire du développement même des contradictions du capitalisme, et que Rosa Luxemburg dénonçait comme toujours plus oppressive, policière, étouffante, bref (si elle avait pu connaître à l'avance l'adjectif comme elle en connaissait à l'avance le contenu) fasciste. C'est une prison modèle où est enfermée la vie des prolétaires, et où du berceau au cercueil, à toute heure du jour, ils ne doivent s'occuper que des « problèmes » qu'il plaît à la classe dominante de leur jeter en pâture afin qu'ils l'aident à les résoudre et donnent leur « aval » à la solution voulue par elle. C'est une galère sur laquelle le prolétaire n'est plus un prolétaire, et peut moins que jamais agir comme tel, mais où il est un « citoyen » parmi d'autres, où il fait partie non d'une classe irréductiblement antagoniste de la classe bourgeoise, mais d'une même famille, dont on prétend que les conflits de classe y ont disparu et que tous doivent également défendre son « patrimoine ». Il n'a plus derrière lui la force d'une classe opposée à l'autre : il est un individu seul et perdu, qui est appelé à décider, non avec le bras ou le poing de la collectivité prolétarienne, mais avec un cerveau bourré d'idées, de préjugés, de mythes, de mystifications prêchés journalièrement par le noble consortium des curés, des professeurs, des flics, des savants, théoriciens et hommes politiques de la bourgeoisie, qui siègent à ses côtés dans les organes de la « démocratie directe ».

Plus ce réseau s'étend et se ramifie, et plus la classe ouvrière perd le sens des antagonismes matériels de la société dans laquelle elle vit, sue et se fait égorgé; plus elle s'affaiblit, plus la clarté de sa vision s'obscurcit. L'opportunisme, qui a déjà détruit la théorie, rendant ainsi encore plus difficile et pénible la « constitution du prolétariat en classe, donc en parti », travaille assidûment à détruire jusqu'au dernier vestige des organismes et des institutions qui permettaient aux prolétaires de s'exercer à la lutte immédiate, à la guérilla quotidienne de résistance au capital, et dans une perspective plus vaste, à l'assimilation des principes du communisme; le premier d'entre eux étant, selon les paroles mêmes de Rosa Luxemburg (mais ce sont les paroles de toute la gauche marxiste), que la barrière toujours plus rigide élevée par les réformes et par la démocratie sur la voie de la transformation socialiste « ne pourra être abattue que par le coup de masse de la révolution, c'est-à-dire par la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ».

Ainsi, parti de la démolition de la théorie révolutionnaire marxiste sur le terrain des conquêtes économiques, l'opportunisme révisionniste en est venu à la renverser pour en faire une théorie contre-révolutionnaire sur le terrain de la lutte politique finale : il a complété son œuvre infâme d'adaptation aux lois de l'économie bourgeoise par l'œuvre encore plus infâme de l'adaptation aux lois de sa superstructure juridique et politique; il avait commencé par idéaliser l'« enlèvement capitaliste », il en est venu à idéaliser l'« enlèvement socialiste »; aujourd'hui il a même fini par théoriser l'enterrement de la lutte de classe et, à plus forte raison, de la lutte révolutionnaire.

Défense de l'économie nationale, défense de la démocratie : c'est le double cri de guerre de l'opportunisme. C'est un cri contre-révolutionnaire. C'est le cri de la capitulation face à l'ennemi, ce même ennemi dont il y a plus de cent ans le marxisme décréta la mort, en appelant les prolétaires non pas à « élargir » en permanence la « base productive » actuelle et sa superstructure démocratique, mais à la « révolution en permanence », par l'instauration de la dictature — par excellence antidémocratique — de leur classe.

Italie : La crise des groupes ex-«extraparlamentaires»

(suite de la page 3)

Tout cela s'est traduit par un arrêt quasi total de toute opposition à la ligne du PC en dehors de la critique verbale du compromis historique. Les événements de la vie politique ne sont plus, comme autrefois, l'occasion de manifestations de rue : on les craint pour les conséquences qu'ils pourraient avoir sur le PC, et on les utilise sur un plan uniquement propagandiste pour démontrer la nécessité de briser l'accord gouvernemental, c'est-à-dire d'ouvrir une crise du gouvernement démocrate-chrétien soutenu par les six partis. Alors que le PCI continue résolument sa marche vers la participation au gouvernement, qu'il a en vue depuis qu'il en a été chassé en 1947, les mouvements qui se trouvent à sa gauche réduisent leur programme à la poursuite de la politique parlementaire qui permettrait de conjurer cet aboutissement logique.

C'est ainsi que la récente tragi-comédie de l'évasion du nazi Kappler — autrefois condamné comme criminel de guerre pour avoir outrepassé les ordres de représailles envers la population juive — a été utilisée d'une part comme énième confirmation des traditions de la Résistance, dont tout le monde se réclame, d'autre part pour tenter de contraindre le PC à prendre ses distances par rapport au parti d'Andreotti. Le résultat de tout le scandale a été un simple remaniement ministériel, avec le remplacement du ministre de la Défense, Lattanzio, qui en compensation a reçu... deux autres ministères, tandis que tout le monde poussait un soupir de soulagement parce que la crise avait encore une fois été évitée. Naturellement, la situation ne pourra pas durer éternellement, et on ne peut pas non plus exclure que le mariage officiel PC-DC au gouvernement n'ait finalement pas lieu, étant donné les engagements électoraux de la DC ; mais, si cela arrive, ce ne sera sûrement pas grâce à nos héros. Il ne fait pas de doute que la politique actuelle de la DC est d'user le PCI, et d'arriver aux prochaines élections avec la possibilité de renouveler ses alliances avec les autres partis.

Quoi qu'il en soit, la politique des composantes de « Democrazia Proletaria »

a laissé les mains complètement libres à la politique réformiste du PC et des syndicats, à laquelle elles ont opposé en général une correction dans un sens... encore plus réformiste s'il se peut. Ces groupes s'identifient inmanquablement à la gauche syndicale, d'ailleurs agréée par la direction des syndicats, et qui se contente traditionnellement de « faire pression » sur celle-ci avec un programme qui ne diffère pas sensiblement du sien. C'est ainsi qu'à la politique des syndicats qui prétend favoriser l'emploi en réclamant des « investissements productifs », on ne répond pas en niant cette perspective, mais en niant qu'on puisse la réaliser sans briser les actuels équilibres gouvernementaux. L'inconsistance de cette opposition s'est clairement manifestée lors de son unique tentative d'organiser le mécontentement ouvrier, dans un congrès convoqué au Teatro Lirico de Milan, en juin dernier : il a suffi que la direction des syndicats désavoue l'initiative en la qualifiant d'« irresponsable », pour que tout rentre dans l'ordre. Ainsi, le problème a été posé exclusivement sur le terrain de programmes de gouvernements, même s'il s'agit d'une... transition à la transition : on se propose de lier les partis de gauche à un programme de gouvernement qui créerait une situation telle que le prolétariat se trouverait avantagé par rapport à la bourgeoisie.

D'autre part, si cette ligne laisse son flanc gauche à découvert, en général elle donne lieu surtout à des réactions de type anarchiste et spontanée qui, même quand elles s'insèrent dans des mouvements ouvriers d'une certaine importance (comme cela a été le cas dans certaines grèves) ne savent ni ne peuvent aller au-delà de la théorisation de la lutte « dure » : dure, mais sans issue, et surtout sans une leçon organisationnelle pour soi et pour le mouvement, devant lequel on se prosterne.

Ce type de réactions s'est manifesté surtout dans le mouvement étudiant, en particulier à Rome, où les éléments d'« Avanguardia Operaia » et du PDUP ont été traités par la base comme des réformistes endurcis, et où « Lotta continua » elle-même a eu grand peine à rester en selle. Mais politiquement ces réactions s'expriment

ment dans des thèses qui ne peuvent que faire plaisir au bon vieil anarchisme comme aux « nouveaux philosophes », et qui se résument essentiellement à la théorie du « programme formulé selon les besoins » (et où, par conséquent, tout a sa place), aux revendications « créatives », à l'« autonomie du mouvement par rapport à toute ingérence de l'extérieur » (d'où un affrontement particulièrement aigu entre les « abusifs » partisans de l'« autonomie organisée » et les autres), à l'idéalisation de la masse étudiante en tant que masse de « sans-garanties », et par conséquent révolutionnaire. Tout ce secteur de tendance essentiellement anarchiste, riche de vellétés politico-culturelles aussi éphémères que multiformes, dont Bifo, l'animateur de Radio-Alice, n'est qu'un échantillon parmi d'autres, ne se reconnaît plus dans les mouvements nés de 1968, et vogue vers d'autres rives.

Cette description sommaire permet peut-être de comprendre pourquoi, au moment même où dans la classe ouvrière, en Italie, se développe un processus de réaction passive à l'opportunisme, avec des flambées de réaction active (cf. les réactions violentes des ouvriers contre les bonzes syndicaux et les porte-paroles du PC au cours de grèves spontanées ou de conflits dans des usines en difficulté, auxquelles le PC s'était porté garant de trouver de nouveaux patrons désireux d'investir), cette classe ne trouve même pas une force consistante capable de canaliser ses poussées de défense économique.

Une situation particulièrement difficile, donc, et qui impose au parti de procéder à une critique d'autant plus claire, non seulement vis-à-vis des politiques des vieux partis opportunistes qui commencent à montrer la corde face aux intérêts immédiats des travailleurs auxquelles elles s'opposent, mais aussi vis-à-vis des nouveaux, qui n'ont même pas su tirer parti des malheurs (qui vont souvent de pair avec les « bonheurs » électoraux) des autres, et qui n'attendent que de renaitre de leurs cendres avec leurs ambiguïtés de toujours. Une situation qui permet cependant, mieux que par le passé, un travail de clarification et d'organisation.

Presse du Parti

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 19 DE

il programma comunista

- *Accentramento capitalistico e democrazia vanno di pari passo*
- *Alcune valutazioni sul convegno di Bologna*
- *Qule risposta alla violenza fascista?*
- *Scuola: un altro attacco del capitale*
- *Sulla via del «partito compatto e potente»*
- *Quadrante internazionale*
- *Una precisazione per Lotta Continua*
- *Dove va la resistenza palestinese?*
- *Memoria della classe operaia*
- *Paradiso scandinavo*
- *Lotte operaie e nostri interventi*



REVUE THEORIQUE
N° 74 (septembre 1977)

programme communiste

- La nouvelle Constitution soviétique: un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'U.R.S.S.
 - La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV)
 - Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (III)
 - Parti révolutionnaire, ou scénario de « marxologues » ?
- 92 pages - 8 F



Kommunistisches Programm

Soutenez le développement de la presse internationale du Parti
Souscrivez !

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e dimanche de chaque mois, donc le 9 octobre et le 13 novembre, de 10 h à 12 h, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 10 h à 12 h (derrière l'Eglise) le premier dimanche de chaque mois soit le 6 novembre.

● A Lyon : nous communiquerons dans le prochain journal la nouvelle date des permanences.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1 bd Roosevelt.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le troisième dimanche de chaque mois, soit le 20 novembre.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zürich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le premier et le troisième samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, soit le 5 et le 19 novembre, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE
BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

Les comités de soutien aux travailleurs immigrés

(suite de la page 4)

pourraient jouer un rôle particulièrement utile pour cimenter l'union de classe entre travailleurs, au travers des tâches assumées en commun. Mais pour cela il faut que ceux qui y participent reconnaissent explicitement la nécessité de l'ouvrir à tous les travailleurs, sans aucune discrimination ni préalable autre que de reconnaître l'antagonisme entre bourgeoisie et classe ouvrière, et admettent que les intérêts de celle-ci ne peuvent être véritablement défendus que par les méthodes de l'action de classe, en repoussant toute collaboration avec le camp adverse. Admettre une discrimination politique (c'est-à-dire tenant à un programme, à une conception particulière de l'émancipation des travailleurs) serait fermer les comités, en en faisant l'appendice ou le double d'un parti ou d'un groupe de partis. Refuser de revendiquer la lutte de classe, serait par contre les stériliser.

C'est sur ce chemin que se placent de fait les ouvriers qui luttent : tels les résidents des foyers Sonacotra. Par contre ces principes élémentaires se heurtent non seulement à toute l'orientation des partis et directions syndicales réformistes, qui ont fait de la collaboration de classe une seconde nature, mais aussi à celle de courants gauchistes qui, par sectarisme et parce qu'ils n'ont pas une vision claire des besoins et des méthodes de classe, tendent à fermer les comités à des éléments combattifs qui se réclament de la classe ouvrière mais qui ne partagent pas leur programme ; alors qu'ils les ouvrent vice-versa à l'influence de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie.

C'est ainsi que les CUF et CFI ont toujours été affaiblis par le sectarisme de

l'OCT, qui y domine et qui tend perpétuellement à en exclure les éléments qui ne partagent pas sa vision politique : soit en tentant de faire de ces comités l'appendice de projets politiques qui n'ont rien à voir avec leurs bases (cf. la tentative, au printemps dernier, de faire du CFI 19-20^e une succursale de la liste électorale « Pour le socialisme le pouvoir aux travailleurs », qui paralysa durant plusieurs semaines le comité), soit plus fréquemment encore d'en chasser carrément les militants qui ne sont pas de leur bord, sans aucune autre justification que des « divergences dans les méthodes » (comme se le sont entendu dire récemment nos camarades dans le CFI 19-20^e, par des militants OCT qui leur prodiguaient par ailleurs force éloges sur leur sérieux militant et leur discipline dans l'accomplissement des tâches communes).

Des gens qui nous reprochent de « privilégier le moyen de la grève », et mettent au contraire perpétuellement en avant l'appel aux intellectuels et personnalités « progressistes », à l'opinion publique, ou encore aux députés « de gauche », éduquent les ouvriers à attendre leur défense d'autres classes au lieu de compter sur leur lutte propre. En allant perpétuellement quémander un « appui » auprès des organisations réformistes et démocratiques, en subordonnant toute initiative du comité à leur participation (qui ne vient jamais), non seulement ils négligent la tâche qui consisterait à appeler les travailleurs à renforcer les comités par de nouvelles adhésions, mais ils fatiguent en vains efforts les ouvriers qui y sont déjà, et les dégoûtent d'y participer, au lieu de les souder par des initiatives, même modestes, mais réalisables par eux-mêmes.

Notre revendication de bases les plus ouvertes possible à une orientation ouvrière, les plus fermées possible aux influences bourgeoises, ne nous amène pas à revendiquer l'apolitisme, le neutralisme des organisations ouvertes dans la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ou à y cacher nos idées politiques, d'autant plus que la lutte des travailleurs immigrés pose toute une série de problèmes, non seulement économiques, mais éminemment politiques (autodéfense, lutte contre le contrôle de l'immigration, pour l'égalité des droits, contre l'impérialisme).

Vice versa notre revendication des méthodes de classe ne nous amène pas à nier l'utilité de tâches même infra-revendicatives (assistance légale, alphabétisation, organisation de débats ou d'activités culturelles diverses), tâches que l'opportunisme laisse d'ailleurs tomber — ou dénaturer dans le sens soit du clientélisme, soit de la culture « populaire et nationale » — et qui pourraient jouer un rôle utile pour favoriser la renaissance d'une vie prolétarienne, et de la conscience que les travailleurs forment une classe à part, avec ses intérêts propres.

Il s'agit de lutter sur tous les terrains qui pourraient favoriser la constitution de foyers de vie et de lutte prolétariennes, en dehors de la classe des exploités et contre elle, et l'établissement de liens de solidarité concrète entre travailleurs d'origines, d'entreprises, et même de convictions politiques différentes, pour préparer le front de lutte de tous les prolétaires contre la bourgeoisie et l'opportunisme, qui est une condition indispensable pour leur défense unie et compacte, — à plus forte raison pour rendre possible un jour leur offensive révolutionnaire.